

DEUX NOTES DU COMTE DE BROCKDORFF-RANTZAU EXCELSIOR

10^e Année. — N° 3.094. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes.
Pierre Lafitte, fondateur.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON
Téléphone : Gutenberg 02-73 - 02-75 - 15.00. — Adresse télégr. : Exce-Paris.
20, rue d'Enghien, Paris.

DIMANCHE
11
MAI
1919

Qui donne à propos
un bon conseil,
sage avertissement,
une instruction utile,
donne plus que s'il
donnait de l'or.
LAMENNAIS.

Le chef de la délégation
allemande proteste contre
les conditions de la paix
et demande comment son
pays pourra entrer dans
la Société des Nations.

COMMENT KARL LIEBKNECHT FUT ASSASSINÉ PAR UN SOLDAT ET PAR 6 OFFICIERS DE LA GARDE

Poursuivant son enquête sur l'Allemagne nouvelle, le lieutenant Maurice Berger, dont nous avons publié de retentissants articles, a pu reconstituer, dans sa vérité, le drame de la mort du leader socialiste allemand.



Karl Liebknecht

KARL LIEBKNECHT A LA MORGUE DE BERLIN, D'APRÈS UN DESSIN ORIGINAL DE K. KOLLWITZ

BERLIN, 8 mai. — Les chefs spartakistes sont traités maintenant comme des bêtes fauves : Radek est en prison ; Eickhorn, élu au Reichstag, vient d'être arrêté en Brunswick malgré l'immunité parlementaire ; les autres se cachent.

Aussi n'est-ce pas sans peine que je suis parvenu à entrer en rapports avec eux. Mais Liebknecht, seul contre tous, protesta contre la guerre ; Liebknecht souffrit cruellement pour cette opposition, et je n'aurais pas fait à sa mémoire l'effort de rechercher la vérité sur la fin de sa vie et sur sa mort.

Voici donc les renseignements qui m'ont été donnés — tels qu'ils m'ont été donnés — la nuit où j'allai seul à ce rendez-vous dont j'ai promis de ne rien dire, et qui me fit un peu l'impression de vivre une page de roman policier.

Karl Liebknecht, deuxième fils de Guillaume Liebknecht, membre du Reichstag, et socialiste avec Bebel contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine, était né à Leipzig, en 1871. Il fit son droit à l'Université de Berlin et se donna tout entier à la politique ; l'antimilitarisme fut pour lui un apostolat, et l'on peut dire, aujourd'hui, qu'il lui donna sa vie.

Il considérait le suffrage universel en Prusse comme une question européenne. Le système électoral jusqu'alors en vigueur dans la Diète prussienne, — dont il fut, en 1908, le premier socialiste élu, — ne permettait qu'aux réactionnaires de parvenir au pouvoir ; c'est eux qui entretenaient le militarisme et menaçaient le monde.

En 1904, il défendit au procès de Königsberg les socialistes poursuivis pour crime de lèse-majesté contre le tsar, en profitant pour dévoiler les abus et les complots de la police allemande, et fut acquitté des prévenus.

En 1907, lui-même était accusé du crime de haute trahison pour sa brochure : *Militarisme et antimilitarisme*. L'empereur et le ministre de la Justice intervinrent sous main, et la Haute Cour de Leipzig le condamna à dix-huit mois de forteresse, qu'il purgea dans la forteresse de Glatz, en Silésie.

Ces états de service lui faisaient déjà une situation à part, lorsqu'en 1912 il fut élu au Reichstag, par la circonscription de Potsdam, qui s'était signalée jusqu'alors par sa réaction.

L'année même de son élection, il dénonça, de la tribune parlementaire, la propagande que les grandes usines de guerre entretenaient pour pousser aux armements ; il apportait, notamment, un télégramme de Krupp à l'un de ses agents à Paris, lui demandant de publier, dans un grand journal de matin, un article agressif contre l'Allemagne ; cet article devait servir de prétexte à une campagne pour un nouveau renforcement du matériel de guerre.

L'ERREUR DE LIEBKNECHT

On pouvait espérer, après tout cela, qu'à l'heure suprême Liebknecht, — fût-il seul contre tous, — se dresserait contre la guerre. Malheureusement, comme tout le 1^{er} août 1914, il vota les crédits. C'est la grande erreur de sa vie ; ses amis en conviennent et tâchent de l'expliquer.

Tout le monde avait dû rentrer précipitamment de vacances, tous les esprits étaient perdus... Le parti social-démocrate, lui jusqu'alors uni, tint une séance le 3 août : Liebknecht et treize autres députés étaient adversaires des crédits ; quatre-vingt-seize en étaient partisans. La grave question de la discipline fut posée. Liebknecht croyait que son parti tout entier était appelé à lutter à brève échéance contre la guerre ; c'est pour ne pas rompre cette unité et arriver à une opposition unanime, qu'une seule fois dans sa vie il fit violence à son passé, à ses convictions plus fortes, et s'inclina devant l'égarement de la majorité.

Mais, le 2 décembre 1914, il s'était ressaisi, cette fois, seul contre tous, il refusa les crédits. Les hurlements de l'assemblée empêchèrent de motiver son vote ; il écrivit alors une longue note qui parut dans les annales du Reichstag, et qui constituait une agressive réquisitoire contre la guerre et contre ceux qui l'avaient déchaînée.

Entre le 1^{er} août et le 1^{er} décembre, Liebknecht était allé en Belgique. On s'est demandé l'influence que ce voyage avait eue dans sa conversion ? Aucune, me dirent ses amis ; son opinion était faite dès le premier jour ; il a changé de tactique, il n'a pas changé d'opinion.

Liebknecht n'était pas allé en Belgique pour faire une enquête ; le gouvernement belge lui aurait pas permis, il était parti à la recherche du frère de sa femme, étudiant russe à l'Université de Liège, engagé volontaire dans l'armée belge, qui n'avait plus donné signe de vie depuis la chute d'Anvers, et qui devait tomber un an plus tard devant Ypres. D'ailleurs, un mot d'ordre avait été lancé de Berlin, et tous les députés socialistes s'empêchèrent de l'acquiescer et de l'entourer pour qu'il ne fût jamais libre de tout voir et de tout entendre.

Dès le 2 décembre, l'opposition publique de Liebknecht l'avait rendu embarrassant ; il s'agissait de le museler. En janvier 1915, il fut mobilisé.

LIEBKNECHT REFUSE DE "SERVIR"

Incorporé à Kustrin, comme simple soldat, dans une compagnie de pionniers, il refusa d'accepter un fusil. Il fut alors versé dans une compagnie de travailleurs, avec tous les suspects, — les « Franzosenküppel », — et expédié en Lorraine, puis en Russie.

Liebknecht creusa des tranchées, posa des réseaux de fils de fer barbelés, cassa des cailloux sur les routes.

Il était autorisé à assister aux sessions du Reichstag, mais l'hostilité de ses collègues l'empêchait de parler ; il en était réduit à des interruptions vite couvertes par les clameurs, ou plutôt à de brèves questions qui portaient juste et cinglaient le chancelier de Bethmann-Hollweg comme des coups de cravache.

On l'empêcha de parler : qu'importe ! Il écrivait...

Avec Rosa Luxemburg, Mehring, Clara Zetkin, il écrivait des lettres, qu'on se passe de mains en mains, et qui portaient la signature de l'esclave romain : Spartacus.

Le 1^{er} mai 1916, en plein état de siège, à lieu à Berlin, Potsdamerplatz, la première démonstration publique contre la guerre, Liebknecht, qui se trouve justement dans la capitale, a revêtu ses habits civils pour y assister ; mais ses cris : « A bas la guerre ! A bas le gouvernement ! » attirèrent l'attention ; il est reconnu et arrêté par la police ; son emprisonnement date de ce jour.

Traîné devant un tribunal militaire pour « Landesverrat », — trahison envers le pays, — il fut jugé à huis clos et condamné à deux ans et demi de travaux forcés. Mais cette peine ne parut pas suffisante ; le jugement fut cassé, et la peine portée à quatre années de travaux forcés et dix années de perte des droits civiques ; le tribunal était rayé du barreau et ne pouvait plus être régu au Reichstag avant quatre années.

Liebknecht fut enfermé dans la prison de Luckau, en Brandebourg ; il y travailla dix heures par jour, comme cordonnier ; sa promenade se limitait aux quatre murs d'un préau ; sa famille était autorisée à le visiter, pendant une heure, tous les trois mois. La moitié de sa peine était accomplie lorsque la révolution grondante obligea le prince Max de Bade à rendre la liberté à tous les prisonniers politiques.

La nouvelle de son retour s'était répandue comme une trainée de poudre, et lorsque Liebknecht, croyant rentrer ina-

perçu, débarqua à Berlin, à la gare d'Anhalter, tout un peuple l'attendait pour faire un retour triomphal à celui qu'il considérait comme l'incarnation de son martyre et de ses aspirations.

Les événements se précipitèrent : le 9 novembre, la grève éclata à Kiel et à Hambourg. Les matelots arrivèrent en auto à Berlin. La grève générale fut proclamée. Les régiments refusèrent de tirer sur le peuple. Le Kaiser abdiqua, et la République fut instaurée.

LE "DRAPEAU ROUGE"

On proposa à Liebknecht d'entrer dans le gouvernement, mais il répudia toute compromission avec les majoritaires, qui ont approuvé Brest-Litovsk et soutenu la guerre jusqu'au bout. Au cours d'un grand meeting, il fonda, avec Rosa Luxemburg, *Die Rote Fahne*, — le Drapeau rouge, — qui sera l'organe des spartakistes ; Ebert, Scheidemann et leurs amis sont accusés de trahison l'Allemagne et le monde, et de vouloir sauver le militarisme au lieu de l'égorger.

Des troubles éclatèrent au début de décembre. Des régiments massacrèrent, dans les rues, des manifestants sans armes. Le mouvement antirévolutionnaire s'accroît. On veut faire disparaître les matelots et les gardes républicains ; on crée des régiments de volontaires encadrés par des officiers recrutés en majorité dans la noblesse.

Les spartakistes tiennent, à la fin de décembre, un congrès, au cours duquel, — pour se distinguer des indépendants, — pour se distinguer de traiter avec les majoritaires, — ils fondent le « parti communiste ». C'est à cette occasion que Radek est venu à Berlin, comme représentant de la République des Soviets russes. — Radek n'apportait pas d'argent, assuraient les amis de Liebknecht. Il est exact que des fonds russes nous aidèrent à préparer la révolution, mais ils furent distribués pendant la guerre, après Brest-Litovsk, par l'officier, l'ambassadeur bolchevik à Berlin, les « soldats » du spartakisme ne touchèrent pas de salaire, comme on a voulu le faire croire ; c'étaient des prolétaires qui luttaient pour un idéal ; c'est pourquoi ils ont pu tenir en échec, plusieurs jours, les mercenaires du gouvernement, qui étaient abondamment pourvus du matériel de guerre le plus moderne.

LA RÉVOLUTION DE JANVIER

Nous voici à la révolution de janvier. Qui la prépare ? Quel mot d'ordre la déclenche ? Qui la dirige ?

Ce sont des agents provocateurs, disent les spartakistes. Le gouvernement avait besoin de troubles pour se débarrasser de Liebknecht, de Rosa Luxemburg, d'Eickhorn, de Ledebourg, de tous ceux qui le gênaient.

Ebert-Scheidemann exigèrent la démission d'Eickhorn ; c'était provoquer les ouvriers, qui voulaient tous le maintien du régime de police.

De grandes démonstrations eurent lieu le dimanche 5 janvier. La grève est proclamée le lendemain ; les manifestations

continuent : la plupart des manifestants sont d'anciens soldats qui ont gardé leurs armes.

Les journaux bourgeois, accusés de tromper l'opinion publique pour soutenir le gouvernement majoritaire ou même l'ancien régime, ont exaspéré le peuple. Brusquement la colère se tourne contre eux ; on s'en empare ; on s'y barricade ; on décide qu'ils paraîtront désormais sous la censure du peuple. On espère que le sang ne coulera pas ; de grandes pancartes portent : « Frères, ne tirez pas ! »

Mais les agents provocateurs interviennent ; des coups de fusil éclatent ; des gens tombent.

La situation reste incertaine pendant la première moitié de la semaine. Mais Noske est entré au gouvernement ; les troupes affluent ; des mitrailleuses des mitrailleuses, des canons sont mis en batterie.

Le dimanche 12, les spartakistes ont compris qu'une plus longue résistance était devenue vaine ; ceux du Vorwärts envoient six parlementaires sans armes pour traiter avec les assaillants ; ces parlementaires sont assassinés, et les massacres continuent.

Liebknecht était adversaire de la force brutale, mais, une fois entraîné par la masse, il avait résolu de tenter un suprême effort pour arracher définitivement les armes du militarisme ; ce fut le militarisme qui étouffa l'effort.

ARRESTATION DE LIEBKNECHT

Liebknecht et Rosa Luxemburg se réfugièrent alors dans une maison amie à Wilmersdorf, à l'ouest de Berlin ; ils continuèrent à y voir quelques amis sûrs, et à faire paraître *Die Rote Fahne*. Le 15, vers 5 heures de l'après-midi, la maison est cernée par la garde bourgeoise de Wilmersdorf, et les deux révolutionnaires sont arrêtés.

Liebknecht est conduit dans une école du quartier, d'où on demande des instructions à l'hôtel Eden, le quartier général du corps de cavalerie de la garde qui a pris une part prépondérante dans la répression de l'effort.

A 9 heures, des officiers de la garde bourgeoise de Wilmersdorf le conduisent en auto à l'hôtel Eden. Rosa Luxemburg le suit à une demi-heure d'intervalle ; les deux célèbres révolutionnaires ne se reverront plus.

Quelle est la vérité sur le drame qui se déroula de 9 heures à 11 heures ?

Le lendemain matin, les journaux publièrent en Dernière Heure : « On annonce que Liebknecht et Rosa Luxemburg auraient été arrêtés. »

Le Vorwärts, seul, était catégorique et disait : « Liebknecht et Rosa Luxemburg ont été arrêtés. »

DOUBLE ASSASSINAT

A midi, le Berliner Zeitung am Mittag annonçait, en manchette : Liebknecht, en fuite, a été fusillé ; Rosa Luxemburg a été lynchée par la foule.

Tous les journaux qui suivirent publièrent

la nouvelle qui le contraignit finalement à ouvrir une enquête, qu'il confia à un tribunal militaire. Cette enquête ne tarda pas à révéler les mensonges de la version officielle. La foule hurlante, sur laquelle était éditée tout le récit, n'a jamais existé ; les rues conduisant à l'hôtel Eden étaient barrées, et aucun civil ne pouvait approcher.

"EST-CE QUE CE COCHON VIT ENCORE ?"

La blessure que Liebknecht portait à la tête n'avait pas été produite par un coup de bâton. Le général von Hoffmann, commandant de la division, et son chef d'état-major, le hauptmann von Pétri, se trouvaient à l'hôtel Eden et dirent, au moment où le révolutionnaire était emmené vers l'auto : « Est-ce que ce cochon vit encore ?... »

C'est alors qu'un hussard lui asséna un coup de crosse sur le crâne. Cette brute, qui se nomme Otto Runge, a été arrêtée.

Le procès des meurtriers commence aujourd'hui même devant le tribunal du corps de cavalerie de la garde. Runge et six officiers comparaitront pour répondre du double assassinat de Liebknecht et de Rosa Luxemburg.

L'auto qui emmena Liebknecht au Tiergarten était conduite par un soldat ; six officiers de la division de cavalerie de la garde l'accompagnaient.

Après deux mois de recherches et de perquisitions, faites toujours sous la poussée de l'opinion publique, les officiers furent arrêtés à leur tour. Parmi eux se trouvaient l'oberleutnant et le lieutenant Pflughartung, deux frères, et le lieutenant Lippmann, qui apporta le corps d'un « inconnu » à l'ambulance du Zoologischer Garten. Le hauptmann Vogel, inculpé d'avoir excité les soldats à lyncher Rosa Luxemburg, est également au nombre des inculpés.

LA VÉRITÉ SUR LE DRAME

Maintenant la vérité sur tout le drame est trop simple pour qu'il soit besoin de la raconter.

Liebknecht, l'ennemi le plus irascible du militarisme, voué à l'état-major de la division de cavalerie de la garde, a été conduit au Tiergarten pour y être assassiné.

Et, lorsqu'il apporte le corps à l'ambulance du Zoologischer Garten, si le lieutenant Lippmann n'en fait pas connaître l'identité, c'est uniquement pour avoir le temps de fixer dans un rapport officiel, avant que les journaux n'annoncent la mort du tribun, la grossière mise en scène que l'on sait.

A cette heure, Rosa Luxemburg avait été, elle aussi, massacrée par la soldatesque.

Liebknecht et Rosa Luxemburg disparus, Ledebourg arrêté, Eickhorn en fuite ; le gouvernement Ebert-Scheidemann-Noske dut se dire, ce jour-là, que le spartakisme avait vécu.

Et pourtant, dix jours plus tard, 100.000 hommes défilèrent, farouchement muets, sous les mitrailleuses de la troupe. Ce peuple conduisait Liebknecht et trente autres révolutionnaires au cimetière de Friedhof ; un cercueil était vide ; celui de Rosa Luxemburg, dont on ne retrouva jamais le corps.

Liebknecht a-t-il été entraîné par les troubles fomentés par des agents provocateurs — ainsi que l'affirment ses amis — ou bien fut-il l'un des organisateurs principaux de la Révolution — ainsi que nous penchons à le croire ?

Un fait reste du moins acquis : c'est qu'il voulait une dictature spartakiste, alors que l'expérience de la Russie bolchevik avait montré, même aux esprits les plus épris de démocratie, les dangers de ce régime.

Mais l'égarement de quelques jours doit-il faire oublier la noblesse de toute une vie ?

Liebknecht a pu se tromper, mais il a cru que la révolution et la dictature prolétarienne étaient la seule façon de rompre totalement avec le passé, d'arracher à jamais les armes des mains du militarisme, d'égorgé définitivement l'ancien régime.

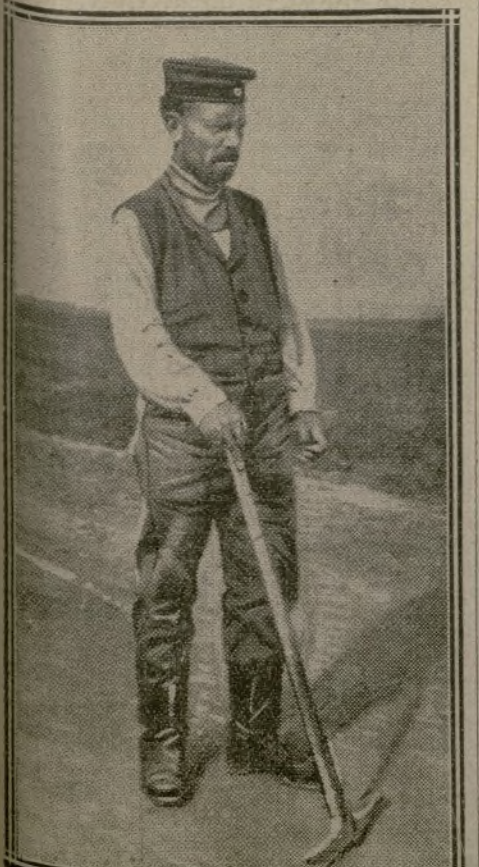
Toute sa vie de tribun et d'avocat des pauvres protesta contre tout mobile de vanité ou d'intérêt.

Elle, malgré sa faute du 4 août 1914 et son erreur finale, l'Entente garde le souvenir des efforts courageux du fils de Guillaume Liebknecht et des persévérations qu'il eurent pour reprendre la tradition de son père et lutter contre les abominables puissances qui déclenchèrent la plus horrible de toutes les guerres.

Maurice BERGER.



LIEBKNECHT ET SON FILS AU TIERGARTEN



LIEBKNECHT EN "TRAVAILLEUR SUSPECT"

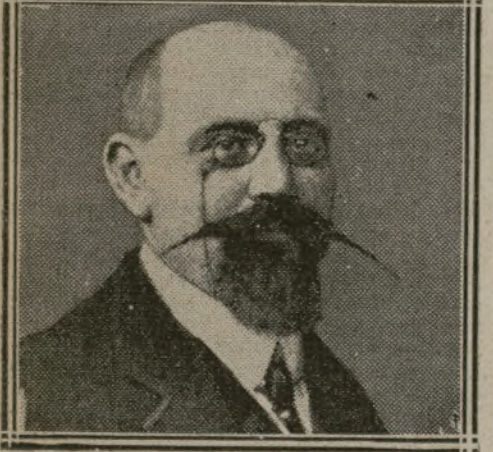
LES NÉGOCIATIONS DE VERSAILLES

DEUX NOTES DU COMTE DE BROCKDORFF-RANTZAU
DEUX RÉPONSES DE M. GEORGES CLEMENCEAU

LE CHEF DE LA DÉLÉGATION ALLEMANDE déclare que le projet de traité contient des exigences qui ne sont supportables pour aucun peuple et demande comment son pays pourra entrer dans la Société des Nations.

Le feu croisé des notes écrites, conformément à la procédure imposée à la délégation allemande, a commencé. Le comte de Brockdorff-Rantzau a envoyé à M. Clemenceau, président de la Conférence de la paix, deux notes séparées.

La première indique que l'examen du traité de paix a convaincu la délégation allemande de la non-réalisation d'une paix du droit. Elle ajoute que certaines clauses,



LE D^r KARL RENNER, conseiller d'Etat, chef de la délégation de la République autrichienne à la Conférence

au dire des experts, sont inexécutoires. Elle termine par l'annonce d'une suite ininterrompue de notes, d'explications, de remarques et de documentations. Ce dernier point a son importance, car il indique clairement que, contrairement à certaines informations, le comte de Brockdorff-Rantzau n'a nullement, pour le moment tout au moins, l'intention de repartir pour Berlin ; il est bien décidé, au contraire, à négocier.

La seconde note, quant à elle, considère les propositions de la délégation allemande, et précise : le pacte de la Société des Nations. Comment l'Allemagne, demande-t-elle, peut-elle signer un acte d'association dont elle ne fait pas partie ?

LE TEXTE DES NOTES

Le comte de Brockdorff-Rantzau, président de la délégation allemande, a fait parvenir hier soir au président de la Conférence de la paix deux communications.

La première est conçue dans les termes suivants :

Versailles, 9 mai 1919.

Monsieur le président,

La délégation allemande de la paix a terminé son premier examen des conditions de paix qui lui ont été remises. Elle a été obligée de reconnaître que, sur des points d'une importance décisive, la base conceptuelle de la paix n'est pas de son côté ; elle n'est pas préparée à ce que la promesse expressément donnée au peuple allemand et à l'humanité entière soit ainsi rendue illusoire.

Le projet de traité de paix contient des exigences qui ne sont supportables pour aucun peuple. De nombreuses clauses, en outre, sont de l'avis de nos experts, inexécutoires. La délégation allemande de la paix produira ses explications en détail et fera parvenir aux gouvernements alliés et associés, de façon ininterrompue, ses observations et ses motivations.

Après, monsieur le président, l'expression de mon respect le plus distingué.

DE BROCKDORFF-RANTZAU.

Au nom des gouvernements alliés et associés, M. Clemenceau a répondu :

Paris, 10 mai 1919.

Monsieur le président,

Les représentants des puissances alliées et associées ont pris connaissance de la note exposant les observations des délégués plénipotentiaires allemands relativement au texte des conditions de paix.

En réponse à cette communication, ils désirent rappeler à la délégation allemande qu'en arrêtant les conditions du traité ils se sont constamment inspirés des principes d'après lesquels l'armistice et les négociations de paix ont été proposés.

Les représentants des puissances alliées et associées ne peuvent admettre aucune discussion sur leur droit de maintenir les conditions de fond de la paix telles qu'elles ont été arrêtées.

Il ne peuvent prendre en considération que les suggestions d'ordre pratique que les plénipotentiaires allemands pourraient avoir à leur soumettre.

Veillez agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

CLEMENCEAU.

La seconde communication allemande, qui a trait à la Société des Nations, est ainsi conçue :

Versailles, le 9 mai 1919.

Monsieur le président,

La délégation allemande de la paix a l'honneur, en remettant ci-joint un projet allemand, de prendre position en ce qui concerne la Ligue des Nations. Ce projet présente, à ses yeux, des suggestions d'ordre essentiel au problème de la Ligue des Nations. La délégation allemande de la paix se réserve de s'exprimer d'une façon encore plus détaillée au sujet du projet des gouvernements alliés et associés. De à présent, elle appelle toutefois l'attention sur la contradiction résultant de ce que l'Allemagne doit signer le statut de la Ligue des Nations en tant que partie intégrante du projet de traité qui nous a été remis, alors qu'elle ne se trouve pas parmi les Etats invités à entrer dans la Ligue des Nations. La délégation allemande demande si, et le cas échéant, dans quelles circonstances, pareille invitation est envisagée.

Après, monsieur le président, l'expression de mon respect le plus distingué.

DE BROCKDORFF-RANTZAU.

REOUPRE. LE PRÉ-CATELAN Bois de Boulogne Site majestueux... Cuisine exquise... Déguster, dîner, thé... Brillant orchestre

LE PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE DE LA PAIX réplique qu'aucune discussion ne sera admise sur le fond des conditions de la paix et renvoie le comte de Brockdorff-Rantzau à l'article 1^{er} du pacte de la Société des Nations.

A ces deux notes, M. Clemenceau a répondu au nom des puissances alliées et associées. A la première, il réplique que ces puissances n'admettront aucune discussion sur le fond des conditions du traité ; elles ne prendront en considération que des suggestions d'ordre pratique.

Pour la seconde, le président de la Conférence renvoie la délégation allemande au deuxième paragraphe de l'article 1^{er} du pacte de la Société des Nations, ainsi conçu :

« Tout Etat, Dominions ou Colonie qui se gouverne librement et qui n'est pas désigné dans l'annexe peut devenir membre de la Société, si son admission est prononcée par les deux tiers de l'Assemblée, pourvu qu'il donne des garanties effectives de son intention sincère d'observer ses engagements internationaux et qu'il accepte le règlement établi par la Société en ce qui concerne ses forces et ses armements militaires et navals ».

On peut prévoir, dès maintenant, la prochaine contre-réponse du comte de Brockdorff-Rantzau : « Quand l'Allemagne sera-t-elle admise à la Société des Nations ? »

Nous pouvons nous attendre, d'ailleurs, à un véritable déluge de notes.

Voilà pour Versailles.

A Paris, les « Quatre » ont encore parlé de l'Adriatique dans le même « mystère hermétique ».

« Les Cinq », auxquels s'était joint M. André Tardieu, ont, après une consultation préalable de la commission yougo-slave, adopté, non sans un examen très soigné, un tracé pour la frontière sud de l'Autriche. Ce tracé suivrait à peu près les limites communes géographiques de l'Autriche et de la Yougo-Slavie. Toutefois, l'attribution de Klagenfurt, l'ancienne capitale de la Carinthie, serait déterminée par une consultation nationale.

La mission abyssine est arrivée, hier matin, à Paris. L'Abyssinie est limpfirée des colonies de trois puissances : la Grande-Bretagne, l'Italie et la France ; au moment où se règle le sort du monde, il est naturel qu'elle se mette en contact avec ses voisins. Et c'est pourquoi elle envoie des missions identiques à Londres et à Rome. — JEAN MENÉVAL.

M. Clemenceau a fait remettre au comte de Brockdorff-Rantzau la réponse dont le texte suit :

Paris, 10 mai 1919.

Monsieur le président,

J'ai l'honneur de vous adresser réception du projet allemand de Société des Nations. Ce projet sera renvoyé à la commission compétente formée par les puissances alliées et associées.

Les délégués allemands pourront constater par un nouvel examen du pacte de la Société des Nations que la question d'admission de nouveaux membres dans cette Société n'a pas été omise, mais est prévue explicitement dans le deuxième paragraphe de l'article premier.

Veillez agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

CLEMENCEAU.

La délégation allemande travaille ferme à Versailles

Une nouvelle délégation allemande de vingt-cinq membres est arrivée à Versailles demain. Elle sera logée à l'hôtel Vatel. Neuf officiers de la mission du colonel Henry ont déménagé pour leur faire de la place. Ces officiers sont logés à l'hôtel des Réservoirs.

Le comte de Brockdorff-Rantzau, chef de la délégation allemande, a demandé à ses collaborateurs de hâter l'étude du traité. Les traducteurs travaillent avec grande activité. Les dactylographes ont été partagés en deux équipes, une de jour et une de nuit.

La délégation autrichienne, comprenant une cinquantaine de personnes, partira définitivement lundi soir, via Suisse, par train spécial. On pense qu'elle sera à destination mercredi.

La nuit dernière, quarante dactylographes sur cent vingt qui sont installés aux Réservoirs ont travaillé jusqu'à 4 heures du matin.

M. de Brockdorff-Rantzau, qui, le soir, après dîner, se retire dans ses appartements, travaille lui-même jusqu'à une heure avancée. Il espère que, dans ces conditions, l'examen de la première partie du traité sera bientôt terminé. Il partirait aussitôt pour l'Allemagne pour conférer avec son gouvernement.

Dans la soirée d'hier, les Allemands ont expédié par le Central télégraphique de nombreux télégrammes, qui ont été transmis par le poste sans fil de la tour Eiffel.

Deux nouveaux courriers, MM. Wilhelm et Hermann, sont partis hier soir pour l'Allemagne.

MM. Krebs et Krenel, courriers, sont arrivés hier matin, à 9 heures, à Versailles. Avant de débarquer à l'hôtel Vatel, on les a introduits chez le comte de Brockdorff-Rantzau, avec lequel ils ont eu une très longue conférence.

Le comte de Brockdorff-Rantzau était ému le jour de la remise du traité.

Le secrétaire du comte de Brockdorff-Rantzau est très occupé en ce moment à lire les journaux anglais, qui, presque tous, en termes assez vifs, reprochent au chef de la délégation allemande d'être resté assis pour lire son discours le jour de la remise du traité des préliminaires de paix, par les Alliés.

Les coupures de ses journaux sont remises chaque jour à M. de Brockdorff-Rantzau, qui en lit la traduction avec attention.

Comme un des membres de la délégation s'informait de ce que pensait de ces commentaires l'Excellence allemande, le secrétaire répondit : « C'est qu'il est maître de sa voix, mais non de ses genoux. » On dit, en effet, que M. de Brockdorff-Rantzau avait peur que ses forces ne le trahissent, s'il restait debout.

Le comte de Brockdorff-Rantzau était ému le jour de la remise du traité

Le secrétaire du comte de Brockdorff-Rantzau est très occupé en ce moment à lire les journaux anglais, qui, presque tous, en termes assez vifs, reprochent au chef de la délégation allemande d'être resté assis pour lire son discours le jour de la remise du traité des préliminaires de paix, par les Alliés.

Les coupures de ses journaux sont remises chaque jour à M. de Brockdorff-Rantzau, qui en lit la traduction avec attention.

Comme un des membres de la délégation s'informait de ce que pensait de ces commentaires l'Excellence allemande, le secrétaire répondit : « C'est qu'il est maître de sa voix, mais non de ses genoux. » On dit, en effet, que M. de Brockdorff-Rantzau avait peur que ses forces ne le trahissent, s'il restait debout.

Défense aux Allemands de vendre des avions

BALE, 10 mai. — On mande de Berlin : Le général Nudant a communiqué à la commission d'armistice allemande, au nom des gouvernements alliés et associés, que toute vente d'avions allemands à l'étranger était interdite, et qu'il exige des mesures immédiates pour interrompre ce commerce interdit.

La délégation autrichienne

ZURICH, 10 mai. — On mande de Vienne : La composition officielle de la délégation autrichienne est la suivante :

1^{er} Chancelier d'Etat Renner, président du Conseil, qui aura seul les pleins pouvoirs pour négocier et signer ;

2^{es} Les professeurs Gürtner et Schönbauer, nommés comme adjoints par l'Assemblée nationale, à titre de conseillers ;

3^e Le Dr Klein, représentant le ministre des Affaires étrangères, et les chefs de section François Peter, Jean-André Elehoff, Charles Schaller. Ces quatre fonctionnaires auront, à titre de commissaires généraux, pleins pouvoirs pour négocier seulement ;

4^e Onze délégués techniques ; sept pour le ministère des Affaires étrangères, deux pour celui de la Défense nationale, deux pour les Finances, un pour les Voies et Communications ;

5^e Cinq conseillers experts, dont le professeur Lammasch ;

6^e Douze conseiller provinciaux ;

7^e Six journalistes ;

8^e Sept secrétaires hommes, quatre secrétaires femmes, quatre huissiers et un courrier.

La délégation autrichienne, comprenant une cinquantaine de personnes, partira définitivement lundi soir, via Suisse, par train spécial. On pense qu'elle sera à destination mercredi.

UNE INTRONISATION

LE PRÉSIDENT WILSON A PRIS SÉANCE HIER A L'INSTITUT DE FRANCE

Le nouveau membre de l'Académie des Sciences morales et politiques a été reçu « en haut des degrés » par ses confrères.

M. Morizot-Thibault a souhaité la bienvenue au président des Etats-Unis et celui-ci, dans sa réponse, a souligné l'idéal de justice qui anime le peuple américain.

Le président Wilson a pris séance, hier, à l'Académie des Sciences morales et politiques, comme Excelsior l'avait annoncé. Il est arrivé à 1 h. 45 au Palais de l'Institut, où, dans la grande salle des séances ordinaires des Académies, qui fait suite à la fameuse galerie des Bustes, l'attendaient tous ses confrères de la Compagnie qui l'élu le 15 juin 1918 à l'unanimité, un grand nombre de membres des autres classes de l'Institut, parmi lesquels le prince Bonaparte, dont le grand-oncle, Napoléon, fut, on le sait, l'ami de Washington, et une centaine d'invités.

M. Wilson était accompagné de MM. Wallace, ambassadeur des Etats-Unis à Paris, et Jusserand, ambassadeur de France à Washington, ainsi que de M. Emile Boutroux.

Il fut reçu « en haut des degrés », c'est-à-dire de l'escalier accédant à la galerie des Bustes, par MM. Morizot-Thibault, président ; Pierre de La Gorce, vice-président, et Lyon-Caen, secrétaire perpétuel de l'Académie, qui le conduisirent immédiatement à la salle des séances, où il prit place à la droite du bureau, avec les deux ambassadeurs et M. Boutroux.

M. Morizot-Thibault, après avoir prononcé l'élection de S. Exc. M. Woodrow Wilson, président des Etats-Unis, souhaita alors la bienvenue à son illustre confrère, ajoutant :

« Il n'est pas, monsieur le président, de spectacle plus beau et plus salutaire que celui d'un homme vertueux à la tête d'une bonne cause qui assure son triomphe par la justice. Washington avait donné ce spectacle sur le théâtre des Etats-Unis. Vous allez le renouveler sur la scène du monde. L'heure terrible était venue. Irrésistible par la longue et intense préparation à la guerre, nous étions tous, nous les hommes de bien, nous les hommes de justice, nous les hommes de courage et de constance, nous les guides de la victoire. Rien des intérêts ordinaires qui gouvernent les peuples nous avait fait dans le conflit et quelques-uns même vous en détourner. Mais, dans un langage qu'aucune parole antique n'égale, le moment, avez-vous dit, est arrivé pour l'Amérique de verser son sang pour les principes qui nous ont fait libres. Nous consentons librement le sacrifice. Nous ne songons pas aux conquêtes et nous ne voulons ni compensation ni indemnité. Nous ne sommes que les champions de l'humanité, et, ses droits assurés, nous serons satisfaits. »

M. Wilson prit alors la parole en anglais pour remercier l'Académie de ses suffrages et de sa courtoisie à son égard.

Il dit que la camaraderie des lettres est une précieuse camaraderie, à qui connaît peu la jalousie ; que les peuples copèrent sur ce terrain toujours avec fruit, et qui arrive moins souvent à leur coopération sur d'autres terrains.

Il se déclara très heureux de représenter, à l'Institut de France, le peuple américain, et très fier ; ce peuple n'est pas, comme certains le prétendaient, attaché au culte du dollar d'or, c'est, au contraire, la justice avant tout qui est son idéal, et il l'a prouvé en envoyant loin de sa terre 2 millions d'hommes pour défendre la cause sainte du droit, de la liberté et de l'homme.

Le président Wilson a ajouté qu'avant de faire ses études comme chef d'Etat il avait travaillé dans les universités de son pays, où il s'était trouvé en face de beaucoup de collègues imprégnés de la doctrine allemande, qui méconnaît les droits de l'individu. Il a lutté contre cette doctrine qui subordonne tout à l'Etat. Sa théorie, à lui, est, au contraire, que l'Etat doit écouter le plus humble des citoyens comme les autres, car chacun a le droit de se faire entendre, et ce droit est à la base de tout gouvernement républicain.

Et après un bref aperçu politique, renvoyant bien dans le cadre des études de l'Académie dont il s'honorait de faire partie, M. Wilson se tut, s'assit et écouta avec un vif intérêt une lecture de M. Henri Weisberger sur Bonaparte et Washington.

La séance ayant pris fin à 2 h. 30, le président Wilson fut reconduit avec les mêmes honneurs qu'à l'arrivée. Au dehors, une foule nombreuse l'accueillait au passage.

UNE CROISADE

VA-T-ON DÉBARRASSER PARIS DES STATUES QUI L'ENLAIDISSENT ?

M. Deville vient de proposer au Conseil municipal de procéder sans retard à cet assainissement esthétique de la capitale.

Si l'on exile de leurs emplacements actuels 52 ou 53 statues de la statuaire contemporaine, l'art français n'y perdra rien et Paris y gagnera en netteté et en harmonie.

Le Conseil municipal vient d'être saisi d'une proposition concernant la déposition en masse des monuments qui encombrant et enlaidissent les voies, les places et les jardins de la capitale.

M. A. Deville, auteur de ce projet séduisant, a bien voulu nous faire les déclarations suivantes :

« Je suis ravi, nous dit-il, d'avoir avec moi l'immense majorité des gens de goût dans cette opération d'assainissement esthétique, qui s'impose. »

« Il est bien évident qu'on ne peut pas détruire tous les marbres affligeants et envoyer à la fonte tous les bronzes fâcheux qui ont accaparé les emplacements requis, aujourd'hui, pour la commémoration de la victoire. »

« Mais, si l'on ne peut les enlever, on peut les cacher, c'est-à-dire les répartir, de façon plus logique, dans les établissements publics, où les grands hommes qu'ils représentent seront chez eux. »

« Paris est pavé de célébrités en sain-doux et en chocolat, comme l'enfer l'est de bonnes intentions ! Le désir commun aux familles, aux comités, et aux artistes de situer les monuments commémoratifs au centre des rues et places les plus fréquentées a abouti à de grotesques contre-sens. »

« Jules Simon, d'un œil sévère, inspecte les autobus en partance pour la Bastille. Lavoisier danse le menuet, derrière la Madeleine. Gambetta harangue les moinettes des Tuileries, sans songer que sa période électorale rompt l'harmonie de la plus noble perspective du monde. Jules Ferry érase, de sa masse marmoréenne, le dessin noble d'un jardin à la française. Broca, Hamlet en redingote, médite, sur le crâne d'Yorik, au seuil d'une gare de métropolitain, tandis que Danton réclame de l'aide, encore de l'aide et toujours de l'aide, aux paisibles bourgeois qui vont à l'Odéon. Chappé attend, au pied de son légionnaire, des nouvelles, peut-être consacrées. Pelletier et Cavenot jouent au billard devant l'Ecole des Mines. Péan, en pelisse, contemple une femme fort dévêtue, à ses pieds. Musset réveille dans une encoignure du Théâtre-Français. Il y a, du côté de Neuilly, un ballon en pierre de taille, qui s'obstine à ne pas faire son ascension. Serpolet attend, sur la place Saint-Ferdinand, que ses mécaniciens aient achevé le montage de son auto interminable. Gavarni, juché, en stylette, sur son socle, à l'air d'un reporter de grand quotidien, prêt à prendre note des catastrophes causées par son monument, qui entrave la circulation. Encore ne parle-t-il pas du Coppée qui fume dans un square ; du Verlaine en bouchon de carafe ; de la George Sand pâmée ; et de tant d'autres, qui font du Luxembourg une nécropole désolante... »

« Je pense qu'on pourrait créer, sur un emplacement choisi des fortifications, un ossuaire des grands hommes qui n'auraient pu trouver de logement... »

« Sans doute, ce projet, approuvé de tous, rencontrera des résistances particulières. J'espère en venir à bout. Un comité esthétique et administratif statuera sur les statues à démembrer d'urgence. Quelques artistes récrimeront. Mais, comme les auteurs de monuments sont hostiles aux monuments qu'ils n'ont pas signés, il ne faut point désespérer de créer, au sein du comité, une majorité favorable à la proscription. »

« Il s'agit de garder des voitures — et des critiques des gens de goût — cinquante-deux ou cinquante-trois statues de la statuaire contemporaine. L'art français n'y perdra rien et Paris y gagnera, en netteté et en harmonie. »

M. A. Deville nous tend la main, et, se levant, jette les yeux sur un tableau municipal, placé au-dessus de son bureau, et où une petite dame, en tenue édenique, saute à bas de son lit.

« J'ai peur, dit en souriant M. le conseiller, qu'elle ne dégringole au milieu de mes papiers. Mais elle appartient à la Ville. Elle est là. Elle y reste... »

Comment M. A. Deville, qui subit philosophiquement la présence perpétuelle de cette œuvre d'art administrative, déciderait-il le Conseil municipal à délivrer Paris de tant de monuments calamiteux ? — MARCEL PAYS.

A QUI LA FAUTE ?

ON NE PAIE PAS LEURS INDEMNITÉS AUX DÉMOBILISÉS

MM. Duraufour et Galli, députés, protestent énergiquement contre les lenteurs de l'administration et réclament le paiement sans délai.

« Nous nous heurtons à des difficultés matérielles », déclare-t-on au cabinet de M. Abrami.

Les démobilisés ne sont pas contents. M. Duraufour, député de la Loire, s'est chargé de porter leurs doléances devant le Parlement, en déposant une proposition de résolution protestant contre les lenteurs apportées par les bureaux au paiement de l'indemnité de démobilisation. L'honorable député, d'accord avec plusieurs de ses collègues, invite le gouvernement à effectuer sans délai le paiement de toutes les primes échues, et, pour l'avenir, à donner toutes les instructions nécessaires pour que



M. DURAUFOUR

M. H. GALLI

(Phot. Henri Maudou)

les intéressés en reçoivent le règlement sans aucun retard, au moment même de leur retour, dans leurs foyers.

D'autre part, M. Henri Galli, député de la Seine, vient d'adresser au sous-secrétaire d'Etat à la Démobilisation une lettre de protestation contre « les complications et les formalités inventées par l'administration, et que rien ne justifie ». Il le prie d'agir énergiquement et sans retard et de déclarer résolu à porter la question devant la Chambre.

L'opportunité de l'intervention de MM. Duraufour et Galli est indiscutable, et nous avons reçu, de quelques-uns de nos lecteurs, des lettres qui la justifient pleinement.

« L'un d'eux nous écrit, avec amertume qu'il n'a encore rien reçu, et ajoute : « Voici cinq mois que je suis démobilisé, étant de la classe 1890, et dire que la prime était destinée à subvenir à nos premiers besoins !... » Et il demande, non sans ironie, si l'Etat paiera les intérêts du retard. »

« Nous signalons, en outre, le cas d'un démobilisé d'Alfortville, qui, ayant envoyé sa demande le 4 avril, l'a vu revenir, le 30 avril, pour qu'il fournisse une précision supplémentaire : il avait fait vingt-six jours aux bureaux pour s'apercevoir qu'il manquait un détail ! »

Un autre, démobilisé tout récemment après que la promesse avait été faite de payer l'indemnité fixe le jour même du renvoi de l'intéressé dans ses foyers, comptait fermement toucher ses 250 francs. Or, on lui a déclaré, au dépôt, démobilisé d'Ivry-sur-Seine : « Remplissez une feuille bleue, demandant le paiement de l'indemnité ; remettez-la à votre mairie, qui la fera parvenir à votre dépôt, et attendez la réponse. Ici, nous n'avons pas d'argent ! »

Enquête dans les mairies et aux bureaux payeurs

A qui incombe la faute ?... Est-ce au ministère de la Guerre, aux mairies, aux bureaux payeurs ?

Une rapide enquête dans les mairies nous a permis de constater que les demandes sont transmises, au fur et à mesure de leur arrivée, aux dépôts des intéressés ; depuis quelques jours, même, cette transmission se fait plus rapidement, la signature du maire, apposée naguère sur ces pièces, ayant cessé, par ordre ministériel, d'être exigée.

En ce qui concerne les bureaux payeurs, ils sont, en principe, et si l'on excepte les cas particuliers semblables à celui du démobilisé d'Alfortville, prêts à payer, pourvu qu'on leur présente les mandats. Mais ce sont précisément ces mandats qui tardent à parvenir aux démobilisés. Qui donc est chargé de les établir ? Le dépôt du régiment auquel appartient le militaire renvoyé dans ses foyers. Il semble donc évident que c'est aux bureaux des dépôts des corps de troupe que doit être reproché le retard dont se plaignent, avec justice, ceux qui ont droit aux indemnités et primes votées par le Parlement.

Les explications du ministère de la Guerre

Au surplus, voici ce que l'on nous a déclaré, à ce sujet, au cabinet de M. Abrami :

« Les lenteurs que vous avez signalées proviennent, en général, des changements apportés par la démobilisation dans les bureaux des officiers trésoriers des dépôts. Devant une affluence considérable de demandes, se trouve un personnel nouveau, inexpérimenté, et qui ne liquide que peu à peu l'énorme arriéré de besogne. Quel qu'il soit, M. Abrami a écrit aux commandants des régions pour les inviter à hâter ce travail. Il a demandé, d'autre part, au maréchal Pétain, de renvoyer des armées, pour être employés dans les bureaux des trésoriers, les comptables professionnels susceptibles de rendre des services dans cet ordre d'idées. Nous nous heurtons cependant à des difficultés matérielles que nous nous efforçons de surmonter le plus rapidement possible, ce qui n'est pas toujours aisé. Ainsi, certaines demandes doivent être retournées aux intéressés, pour être complétées ou rectifiées. Pour éviter cette cause de retard et renseigner plus exactement la public, une brochure donnant tous les renseignements à ce sujet va être publiée ces jours-ci par nos soins. »

Ainsi, l'administration de M. Abrami est, niée des meilleures intentions du monde, mais les démobilisés estiment que l'intention, même excellente, ne suffit pas en la matière, et ils réclament le paiement rapide de ce que la loi leur a accordé. « Ce n'est pas le tout de voter, nous a dit l'un d'eux, il faut payer ! » — LÉON GROC.

M. WILSON A L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES



LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS REPOUD A M.

MORIZOT-THIBAUT, PRÉSIDENT EN EXERCICE

ayant souhaité la bienvenue. M. Wilson prononça une allocution fort applaudie. Voici : 1. M. Wilson ; 2. M. Wallace ; 3. Raphaël-Georges Lévy ; 4. M. Paul Deschamps ; 5. M. Boutroux ; 6. M. Villey ; 7. M. Jusserand ; 8. M. Welschinger ; 9. M. Lyon-Caen ; 10. M. Morizot-Thibault, président ; 11. M. de La Gorce ; 12. prince Roland Bonaparte.

Ayuntamiento de Madrid

LINGE AMÉRICAIN HYATT

LE TORRENT

ABEL HERMANT

Françoise, à la fenêtre et penchée vers le jardin, vit Jacques, son mari, qui se dirigeait vers la chute d'eau.

Elle lui fit, comme malgré elle, un signe d'adieu. Puis, elle se pencha vers la fenêtre et dit : « Tu es parti, n'est-ce pas ? » Elle ne s'étonna pas, naturellement, qu'il ne lui répondît rien ; mais comme il ne lui répondait pas, elle remarqua qu'il avait l'air préoccupé, morose. Il marchait lentement, courbé comme un homme que le poids du malheur accablait, lui à qui la vie était légère et qui ne pouvait craindre que Némésis ; mais ceux que la fortune favorise trop ne sont pas ordinairement si philosophes ni si inquiets.

Elle murmura : « Qu'a-t-il donc ? » Elle prit garde qu'il était ainsi depuis des semaines, et chaque jour un peu plus sombre. Pourquoi ?

Comme il approchait de la cascade qui met en mouvement toute l'usine, Françoise eut un sursaut de cœur et instinctivement ferma les yeux, retint un cri... Mais elle rouvrit les yeux, haussa les épaules, et dit, pour se rassurer elle-même : « J'ai de l'imagination ! Suis-je folle ? »

Elle ne pouvait pas détacher sa vue du prospecteur solitaire, ni rompre la suite des sinistres pensées qu'une à une son angoisse lui suggérait. Angoisse absurde ! « Jacques m'aime, est sûr de moi. Il n'a pas plus de soucis d'argent que de peines de cœur. Je connais mieux que lui ses affaires. Depuis qu'il est revenu du front, elles passent tout ce que nous avons jamais espéré. La guerre est finie. Est-ce qu'il travaille trop ? Mais son frère André vient demain ; ils vont partager la besogne. Ce n'est pas le moment d'être triste. »

Et elle songeait : « On dirait que c'est le retour des autres qui lui met la mort dans l'âme. Il n'est pourtant pas méchant, pas égoïste ; et il aime son frère tendrement. »

Françoise fit un sursaut de soulagement : Jacques, après avoir écrit le long du bord, était de sa soirée sur la berge et lisait tranquillement son journal.

Il faisait semblant de lire... Il s'interrogeait. Il n'était pas moins surpris que Françoise de cette tristesse qui l'envahissait et qu'il ne s'expliquait pas. Il se gourmait, mollement. Il se disait, comme elle : « André revient demain, je devrais être joyeux. Je n'ai vraiment pas le droit d'en vouloir à ceux qui reviennent, parce que moi je suis revenu plus tôt. C'est une monstruosité, simplement ! »

Mais, à force de le répéter sans attache à ces paroles un sens précis, il finit par s'aviser que sa mélancolie n'avait pas d'autre cause, et qu'elle était une bizarrerie peut-être, mais non pas une monstruosité.

Non certes, il n'en voulait pas à ceux qui aujourd'hui revenaient ! Il les enviait peut-être. Il était triste de toute cette joie qu'il avait, lui, goûtée avant l'heure, et non sans de vifs remords.

Pourtant, il avait fait son devoir. Il avait rejoint le deuxième jour, en même temps que son frère cadet, André, son associé, abandonnant tout.

Durant une année entière, aux points du front les plus dangereux, à chaque heure de jour et de nuit, il avait risqué la mort, comme André, comme les autres. Il avait la croix de guerre, trois citations. Il était même proposé pour la Légion d'honneur quand on l'avait mobilisé à l'usine.

Il avait dit à André : « Pourquoi moi, plutôt que toi ? » Et André avait répondu : « Parce que, toi, tu es marié. »

Il n'avait pas trouvé de réplique, et aujourd'hui comme alors il n'en trouvait pas ; mais, comme alors, il était gêné.

Il se savait irréprochable, quand il raisonnait : on peut se plaindre si on est obligé de raisonner pour se donner raison. On n'est pas toujours maître des mots avec lesquels on pense. C'est comme si une voix étrangère vous se soufflait.

La voix étrangère lui disait à l'oreille : « Tu as pris la place de ton frère. »

Oh ! il ne l'écoula que les premiers temps. Il était presque un jeune marié. Il avait épousé Françoise à la veille de la guerre, et n'avait connu les douceurs du foyer que de loin en loin, pendant les brèves permissions. Il n'était pas un saint ; il ne voulait pas troubler lui-même, par des scrupules chimériques, un bonheur dont il n'était pas blâmé, et une sécurité qui, en ces temps difficiles, était plus précieuse que le bonheur. Et puis il avait peu de plaisir pour se recueillir et pour rêver.

Tu as pris la place de ton frère... Il se demanda un jour, brusquement, si ce n'était pas toujours qu'il avait pris la place de son frère, et si cette perpétuelle usurpation n'était pas la règle, la loi d'airain de leur destinée.

Et cependant il l'aimait bien. On voit rarement frères si unis. Une différence d'âge d'un an ne compte pas ; ils ne se quittaient pas plus que des jumeaux.

Même, à quel signe avaient-ils pu reconnaître que celui des deux qu'aimait Françoise, était lui, Jacques ; que c'était lui, Jacques, qui avait le droit de l'aimer ? Et il en venait à se demander si son seul titre n'était pas d'avoir été tout haut le premier ce qu'André avait tu trop longtemps.

Tu as pris la place de ton frère... Sans doute, il était sûr de Françoise. Elle n'avait pas de secrets pour lui... Qui sait si elle n'en avait pas pour elle-même ? C'était un grand cœur pur et calme, et la différence était peine sensible entre son amour pour Jacques et son amitié fraternelle pour André. Elle avait tremblé pour tous les deux, peut-être également, pendant les premiers mois de la guerre. Puis Jacques était revenu. Elle l'avait là, près d'elle ; pouvait-elle toujours trembler pour lui ? Elle se serait reproché l'égoïsme de son bonheur, depuis que Jacques était revenu, elle avait tremblé moins pour l'autre.

Et maintenant, demain, André allait revenir, et Françoise connaîtrait par lui cette joie immense du retour, qu'elle avait bien connue par Jacques, mais il y a trois ans. S'en souvenait-elle encore ? Et si elle ne s'en souvenait pas, Jacques avait-il le droit de lui en vouloir ?

Tu as pris la place de ton frère ; qui sait si ne te la reprendra pas demain ?

Françoise était rentrée dans la chambre. Il faisait beau et chaud, la fenêtre était restée ouverte. Elle entendait dehors un cri terrible. Un ouvrier de l'usine accourait.

Madame !... Monsieur Jacques !... Le torrent !...

À cause de ce mystérieux avertissement qu'elle avait reçu, elle comprit tout de suite, et elle tomba à la renverse, évanouie.

ABEL HERMANT.

5 HEURES DU MATIN

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES DU MATIN

EN ALLEMAGNE

IL Y A DEUIL NATIONAL POUR PROTESTER CONTRE LES CONDITIONS DE PAIX

L'Assemblée de Weimar discutera le traité en séance plénière avant son acceptation.

BALE, 10 mai. — On mande de Dresde à la Gazette de Francfort que, en considération de l'émotion causée par les conditions de la paix, le gouvernement a ordonné un deuil national du 11 au 17 mai.

Les réjouissances sont interdites ; les théâtres et les cinémas ne doivent jouer que des œuvres sérieuses.

Le ministre président partira lundi pour Berlin.

On mande d'Oudenbourg que l'Assemblée nationale a voté à l'unanimité une résolution protestant énergiquement contre les conditions de paix.

Le gouvernement badois a également lancé une proclamation de protestation, où il dit notamment : « L'occupation de Kehl par les Français est pour nous, Badois, insupportable. Un coup mortel sera ainsi porté à la vie économique de notre pays. »

D'après les journaux de la capitale, la majorité de l'Assemblée nationale aurait exprimé le désir qu'avant d'être acceptée provisoirement le traité de paix soit minutieusement discuté, non seulement par la Commission de paix, mais par l'Assemblée nationale réunie en séances plénières.

Un télégramme de Weimar : Le Conseil des Etats se réunira demain en séance extraordinaire.

Le gouvernement d'Empire donnera, aux représentants des Etats, lecture des conditions de paix signifiées à Versailles.

Les ministres confèrent à Berlin

BERLIN, 10 mai (Transmis par Bâle). — Le Conseil de cabinet s'est réuni sous la présidence de M. Ebert. Les membres du cabinet prussien y assistaient. Les résolutions prises sont tenues secrètes, mais les journaux assurent unanimement qu'on y a discuté surtout les instructions à donner à la délégation de Versailles.

L'effort de la diplomatie allemande semble devoir porter sur deux points : tout d'abord, le comte de Brockdorff-Rantzau soumettra aux Alliés des contre-propositions dont on espère ici qu'elles serviront de base à une discussion orale.

La diplomatie allemande paraît, en effet, d'avis que les conditions de paix formulées par les Alliés sont en contradiction flagrante avec les principes énoncés par le président Wilson. On va donc tenter de mettre le président des Etats-Unis en contradiction avec lui-même.

Certains journaux assurent également que la délégation allemande ne se bornera pas à opposer à chaque condition de paix des Alliés une condition allemande, mais qu'elle entend bien également, à la prochaine occasion, protester contre l'esprit même du traité.

Les partis et le traité

BERLIN, 10 mai (Transmis par Bâle). — Ce qui ressort le plus clairement des manifestations politiques d'hier et de commentaires de la presse, c'est que l'Allemagne juge les conditions de paix remises à Versailles inacceptables.

Les socialistes majoritaires, les indépendants et les conservateurs sont d'accord sur ce point. Mais le désaccord commence immédiatement lorsqu'il s'agit de tirer de cette inacceptabilité des directives pour la politique de demain.

Pour les conservateurs, la seule tactique possible est la non signature du traité.

Les libéraux mettent encore tout leur espoir dans les contre-propositions allemandes du comte de Brockdorff-Rantzau.

Pour les socialistes indépendants, la signature du traité leur paraît inéluctable.

Le procès des meurtriers de Liebknecht et de Rosa Luxembourg

BERLIN, 10 mai. — Voici quelques détails sur le procès intenté contre les meurtriers de Liebknecht et de Rosa Luxembourg, qui a commencé jeudi 8 mai. Le principal inculpé, le hussard Rung, aurait fait des aveux. C'est lui qui a frappé de coups de crosse Liebknecht et Rosa Luxembourg lors de leur arrestation, mais sa responsabilité sera probablement atténuée du fait que, pendant la guerre, il a été blessé grièvement à deux reprises différentes, et d'autre part, il n'aurait agi qu'à l'instigation des officiers également inculpés, les lieutenants de vaisseau von Pfllg, Hartung, les enseignes de vaisseau Stibg, von Rittgen, Schulze, le lieutenant Lippmann, accusé d'homicide avec préméditation sur la personne de Liebknecht, et le lieutenant Vokel, accusé d'avoir achevé Rosa Luxembourg d'un coup de revolver dans la tête, pendant son transport en automobile.

D'après un télégramme de Berlin, la presse socialiste est unanime à critiquer la façon dont la procédure est conduite.

Les nouvelles armes de l'Autriche républicaine

ZURICH, 10 mai. — On mande de Vienne que le gouvernement de la République a déposé un projet de loi tendant à modifier les armes d'Autriche.

Les aigles de tête seraient remplacées par une seule aigle, dont le chef aura une colonne murale et tiendra dans ses serres à dextre une faux, emblème de l'Agriculture ; à sénestre un marteau, emblème de l'Industrie.

Yugo-Slaves et Autrichiens vont négocier un armistice

BALE, 10 mai. — On télégraphie de Klagenfurt : « Le gouvernement de Belgrade a fait annoncer, par l'intermédiaire de M. Pogacnik, son ministre à Vienne, qu'il acceptait d'entamer des négociations pour la conclusion d'un armistice. »

Travaux de Comptabilité

10 mai. — On télégraphie de Madrid : « Le gouvernement de Belgrade a fait annoncer, par l'intermédiaire de M. Pogacnik, son ministre à Vienne, qu'il acceptait d'entamer des négociations pour la conclusion d'un armistice. »

Madame !... Monsieur Jacques !... Le torrent !...

À cause de ce mystérieux avertissement qu'elle avait reçu, elle comprit tout de suite, et elle tomba à la renverse, évanouie.

ABEL HERMANT.

LA QUESTION DE FIUME

LA MANIÈRE DE VOIR DU PRÉSIDENT WILSON N'A PAS ÉTÉ MODIFIÉE

L'information d'après laquelle Fiume serait italienne après 1923 est une « fiction ».

NEW-YORK, 10 mai. — Le correspondant de l'Associated Press à Washington a reçu une dépêche de la Maison-Blanche, qualifiant de « fiction pure et simple » la nouvelle de Paris qui annonçait que le président Wilson s'était engagé à reconnaître la cession de Fiume à l'Italie après 1923. Il paraîtrait que le président ne modifie pas sa première manière de voir.

M. Wilson serait de retour en Amérique le 13 juin

NEW-YORK, 10 mai. — On annonce de source très autorisée que le retour du président Wilson à Washington est fixé au 13 juin.

On conclut de cette information que, selon toutes probabilités, le traité de paix sera définitivement signé entre le 3 et le 5 juin.

Suivant des dépêches de Paris, le président Wilson, dans une adresse au Congrès, parlera des négociations de Paris, des son arrivée aux Etats-Unis.

On assure que ses conseillers engagés vivement M. Wilson à faire une tournée oratoire dans les Etats-Unis, aussitôt après son adresse au Congrès.

Le président Wilson définit le droit international

Le président Wilson a prononcé à la Société de droit international un important discours, dans lequel il a dit, notamment : « Qu'il me soit permis de dire qu'une des choses qui m'ont le plus troublé au cours des mois passés est cet espoir irréfléchi que des hommes ont partout entrepris une émancipation immédiate des liens qui les ont gênés et opprimés. Humainement, on ne peut, d'un coup, se précipiter vers la pleine liberté. »

« Ce n'est pas davantage le privilège d'une société de se débarrasser immédiatement des habitudes prises que ce n'est le privilège d'un individu. Ceci doit être réalisé par lentes étapes, ou plutôt par des modifications successives. Les hommes doivent procéder à de lentes adaptations. »

« Le droit international a quelquefois, peut-être, été un peu trop livré à des conciliabules secrets ; le droit international — puis-je le dire sans offense ? — est trop exclusivement sorti de l'esprit des hommes de loi. Les hommes de loi aiment les lignes nettes. Ils aiment les arrangements systématiques. Les nouveautés ne doivent pas nous effrayer, et avec les matériaux que nous fournissent les anciens habits nous devons tisser le vêtement nouveau que nous portons demain. »

« Le droit international a quelquefois, peut-être, été un peu trop livré à des conciliabules secrets ; le droit international — puis-je le dire sans offense ? — est trop exclusivement sorti de l'esprit des hommes de loi. Les hommes de loi aiment les lignes nettes. Ils aiment les arrangements systématiques. Les nouveautés ne doivent pas nous effrayer, et avec les matériaux que nous fournissent les anciens habits nous devons tisser le vêtement nouveau que nous portons demain. »

« Le droit international a quelquefois, peut-être, été un peu trop livré à des conciliabules secrets ; le droit international — puis-je le dire sans offense ? — est trop exclusivement sorti de l'esprit des hommes de loi. Les hommes de loi aiment les lignes nettes. Ils aiment les arrangements systématiques. Les nouveautés ne doivent pas nous effrayer, et avec les matériaux que nous fournissent les anciens habits nous devons tisser le vêtement nouveau que nous portons demain. »

« Le droit international a quelquefois, peut-être, été un peu trop livré à des conciliabules secrets ; le droit international — puis-je le dire sans offense ? — est trop exclusivement sorti de l'esprit des hommes de loi. Les hommes de loi aiment les lignes nettes. Ils aiment les arrangements systématiques. Les nouveautés ne doivent pas nous effrayer, et avec les matériaux que nous fournissent les anciens habits nous devons tisser le vêtement nouveau que nous portons demain. »

« Le droit international a quelquefois, peut-être, été un peu trop livré à des conciliabules secrets ; le droit international — puis-je le dire sans offense ? — est trop exclusivement sorti de l'esprit des hommes de loi. Les hommes de loi aiment les lignes nettes. Ils aiment les arrangements systématiques. Les nouveautés ne doivent pas nous effrayer, et avec les matériaux que nous fournissent les anciens habits nous devons tisser le vêtement nouveau que nous portons demain. »

« Le droit international a quelquefois, peut-être, été un peu trop livré à des conciliabules secrets ; le droit international — puis-je le dire sans offense ? — est trop exclusivement sorti de l'esprit des hommes de loi. Les hommes de loi aiment les lignes nettes. Ils aiment les arrangements systématiques. Les nouveautés ne doivent pas nous effrayer, et avec les matériaux que nous fournissent les anciens habits nous devons tisser le vêtement nouveau que nous portons demain. »

« Le droit international a quelquefois, peut-être, été un peu trop livré à des conciliabules secrets ; le droit international — puis-je le dire sans offense ? — est trop exclusivement sorti de l'esprit des hommes de loi. Les hommes de loi aiment les lignes nettes. Ils aiment les arrangements systématiques. Les nouveautés ne doivent pas nous effrayer, et avec les matériaux que nous fournissent les anciens habits nous devons tisser le vêtement nouveau que nous portons demain. »

« Le droit international a quelquefois, peut-être, été un peu trop livré à des conciliabules secrets ; le droit international — puis-je le dire sans offense ? — est trop exclusivement sorti de l'esprit des hommes de loi. Les hommes de loi aiment les lignes nettes. Ils aiment les arrangements systématiques. Les nouveautés ne doivent pas nous effrayer, et avec les matériaux que nous fournissent les anciens habits nous devons tisser le vêtement nouveau que nous portons demain. »

« Le droit international a quelquefois, peut-être, été un peu trop livré à des conciliabules secrets ; le droit international — puis-je le dire sans offense ? — est trop exclusivement sorti de l'esprit des hommes de loi. Les hommes de loi aiment les lignes nettes. Ils aiment les arrangements systématiques. Les nouveautés ne doivent pas nous effrayer, et avec les matériaux que nous fournissent les anciens habits nous devons tisser le vêtement nouveau que nous portons demain. »

« Le droit international a quelquefois, peut-être, été un peu trop livré à des conciliabules secrets ; le droit international — puis-je le dire sans offense ? — est trop exclusivement sorti de l'esprit des hommes de loi. Les hommes de loi aiment les lignes nettes. Ils aiment les arrangements systématiques. Les nouveautés ne doivent pas nous effrayer, et avec les matériaux que nous fournissent les anciens habits nous devons tisser le vêtement nouveau que nous portons demain. »

« Le droit international a quelquefois, peut-être, été un peu trop livré à des conciliabules secrets ; le droit international — puis-je le dire sans offense ? — est trop exclusivement sorti de l'esprit des hommes de loi. Les hommes de loi aiment les lignes nettes. Ils aiment les arrangements systématiques. Les nouveautés ne doivent pas nous effrayer, et avec les matériaux que nous fournissent les anciens habits nous devons tisser le vêtement nouveau que nous portons demain. »

« Le droit international a quelquefois, peut-être, été un peu trop livré à des conciliabules secrets ; le droit international — puis-je le dire sans offense ? — est trop exclusivement sorti de l'esprit des hommes de loi. Les hommes de loi aiment les lignes nettes. Ils aiment les arrangements systématiques. Les nouveautés ne doivent pas nous effrayer, et avec les matériaux que nous fournissent les anciens habits nous devons tisser le vêtement nouveau que nous portons demain. »

« Le droit international a quelquefois, peut-être, été un peu trop livré à des conciliabules secrets ; le droit international — puis-je le dire sans offense ? — est trop exclusivement sorti de l'esprit des hommes de loi. Les hommes de loi aiment les lignes nettes. Ils aiment les arrangements systématiques. Les nouveautés ne doivent pas nous effrayer, et avec les matériaux que nous fournissent les anciens habits nous devons tisser le vêtement nouveau que nous portons demain. »

« Le droit international a quelquefois, peut-être, été un peu trop livré à des conciliabules secrets ; le droit international — puis-je le dire sans offense ? — est trop exclusivement sorti de l'esprit des hommes de loi. Les hommes de loi aiment les lignes nettes. Ils aiment les arrangements systématiques. Les nouveautés ne doivent pas nous effrayer, et avec les matériaux que nous fournissent les anciens habits nous devons tisser le vêtement nouveau que nous portons demain. »

« Le droit international a quelquefois, peut-être, été un peu trop livré à des conciliabules secrets ; le droit international — puis-je le dire sans offense ? — est trop exclusivement sorti de l'esprit des hommes de loi. Les hommes de loi aiment les lignes nettes. Ils aiment les arrangements systématiques. Les nouveautés ne doivent pas nous effrayer, et avec les matériaux que nous fournissent les anciens habits nous devons tisser le vêtement nouveau que nous portons demain. »

« Le droit international a quelquefois, peut-être, été un peu trop livré à des conciliabules secrets ; le droit international — puis-je le dire sans offense ? — est trop exclusivement sorti de l'esprit des hommes de loi. Les hommes de loi aiment les lignes nettes. Ils aiment les arrangements systématiques. Les nouveautés ne doivent pas nous effrayer, et avec les matériaux que nous fournissent les anciens habits nous devons tisser le vêtement nouveau que nous portons demain. »

« Le droit international a quelquefois, peut-être, été un peu trop livré à des conciliabules secrets ; le droit international — puis-je le dire sans offense ? — est trop exclusivement sorti de l'esprit des hommes de loi. Les hommes de loi aiment les lignes nettes. Ils aiment les arrangements systématiques. Les nouveautés ne doivent pas nous effrayer, et avec les matériaux que nous fournissent les anciens habits nous devons tisser le vêtement nouveau que nous portons demain. »

« Le droit international a quelquefois, peut-être, été un peu trop livré à des conciliabules secrets ; le droit international — puis-je le dire sans offense ? — est trop exclusivement sorti de l'esprit des hommes de loi. Les hommes de loi aiment les lignes nettes. Ils aiment les arrangements systématiques. Les nouveautés ne doivent pas nous effrayer, et avec les matériaux que nous fournissent les anciens habits nous devons tisser le vêtement nouveau que nous portons demain. »

« Le droit international a quelquefois, peut-être, été un peu trop livré à des conciliabules secrets ; le droit international — puis-je le dire sans offense ? — est trop exclusivement sorti de l'esprit des hommes de loi. Les hommes de loi aiment les lignes nettes. Ils aiment les arrangements systématiques. Les nouveautés ne doivent pas nous effrayer, et avec les matériaux que nous fournissent les anciens habits nous devons tisser le vêtement nouveau que nous portons demain. »

« Le droit international a quelquefois, peut-être, été un peu trop livré à des conciliabules secrets ; le droit international — puis-je le dire sans offense ? — est trop exclusivement sorti de l'esprit des hommes de loi. Les hommes de loi aiment les lignes nettes. Ils aiment les arrangements systématiques. Les nouveautés ne doivent pas nous effrayer, et avec les matériaux que nous fournissent les anciens habits nous devons tisser le vêtement nouveau que nous portons demain. »

« Le droit international a quelquefois, peut-être, été un peu trop livré à des conciliabules secrets ; le droit international — puis-je le dire sans offense ? — est trop exclusivement sorti de l'esprit des hommes de loi. Les hommes de loi aiment les lignes nettes. Ils aiment les arrangements systématiques. Les nouveautés ne doivent pas nous effrayer, et avec les matériaux que nous fournissent les anciens habits nous devons tisser le vêtement nouveau que nous portons demain. »

« Le droit international a quelquefois, peut-être, été un peu trop livré à des conciliabules secrets ; le droit international — puis-je le dire sans offense ? — est trop exclusivement sorti de l'esprit des hommes de loi. Les hommes de loi aiment les lignes nettes. Ils aiment les arrangements systématiques. Les nouveautés ne doivent pas nous effrayer, et avec les matériaux que nous fournissent les anciens habits nous devons tisser le vêtement nouveau que nous portons demain. »

« Le droit international a quelquefois, peut-être, été un peu trop livré à des conciliabules secrets ; le droit international — puis-je le dire sans offense ? — est trop exclusivement sorti de l'esprit des hommes de loi. Les hommes de loi aiment les lignes nettes. Ils aiment les arrangements systématiques. Les nouveautés ne doivent pas nous effrayer, et avec les matériaux que nous fournissent les anciens habits nous devons tisser le vêtement nouveau que nous portons demain. »

EN RUSSIE

L'ARMÉE DES SOVIETS VIENT DE SUBIR ENCORE DEUX NOUVEAUX ÉCHECS

C'est la fin de l'offensive qu'elle avait soigneusement organisée contre le front esthonien.

COPENHAGUE, 10 mai. — Les dernières nouvelles reçues confirment l'échec complet de l'offensive bolchevique sur le front esthonien.

Après un combat acharné au sud-ouest, les Esthoniens ont repris Rugen. La ville de Saltsburg est également en leur possession.

Les bolcheviques, qui ont été mis en déroute sur ce point du front, sont serrés de près dans leur retraite par les troupes esthoniennes.

Une intervention scandinave contre les Soviets ?

BERNE, 10 mai. — Le Bureau de correspondance lithuanien publie le communiqué officiel suivant : « Le 3 mai, les Lithuaniens ont pris Wilkomit. »

« Les bolcheviques russes, poursuivis par nos troupes, fuient en débandade. »

Le même Bureau annonce qu'à Kovno se trouve une mission militaire qui étudie la formation d'une armée lithuanienne et la possibilité d'une intervention scandinave aux côtés de l'armée lithuanienne contre les bolcheviques.

Les consuls étrangers devront quitter Kief

STOCKHOLM, 10 mai. — D'après un radio de Moscou, les consuls étrangers n'ayant pas encore reçu la réponse de leur gouvernement ou ayant reçu une réponse non satisfaisante, il leur a été ordonné de quitter l'Ukraine dans un délai de huit jours.

L'ordre du Drapeau rouge

HELSINGFORS, 10 mai. — Le Comité central de toute la Russie a décidé que l'ordre du Drapeau rouge pourrait être accordé aux formations qui se sont distinguées dans la lutte contre les ennemis de la République. La médaille de cet ordre sera attachée aux étendards révolutionnaires. Un diplôme sera délivré aux soldats des unités qui recevront cette distinction.

La traversée aérienne de l'Atlantique

ENCORE UN APPAREIL EN PANNE HALIFAX, 10 mai. — Les hydravions américains N. C. 1, N. C. 3 sont partis d'Halifax pour Terre-Neuve, à midi, heure de Greenwich.

TREPASSÉY (Terre-Neuve), 10 mai. — L'hydravion naval N. C. 1 est arrivé, venant d'Halifax.

HALIFAX, 10 mai. — L'aviation N. C. 3 est rentrée à Halifax à la suite d'une panne de moteur.

À Saint-Jean, un vapeur ayant à bord un appareil Handley-Page est arrivé ce matin. L'appareil a été débarqué et transporté par chemin de fer à Harbour Grace.

Un aviateur va de Paris à Copenhague sans escale

Il a apporté le texte officiel du traité de paix aux gouvernements scandinaves.

COPENHAGUE, 10 mai. — L'aviateur Krause Jensen est arrivé ici à 14 heures.

Il avait quitté Paris à 6 heures du matin, et fait tout le trajet sans s'arrêter.

Il a apporté le texte officiel du traité de paix pour les gouvernements scandinaves.

Cet aviateur est celui dont nous annonçons, en page 6, le départ de Villacoublay, et qui était parti avec l'intention de gagner Stockholm.

Des agents passeront en conseil de guerre

Les gardiens de la paix ne sont pas contents. Certains, ayant atteint l'âge de leur démobilisation, avaient envoyé leur démission au préfet de police, qui refusa de la recevoir.

Les gardiens, alors, se démissionnèrent eux-mêmes.

S'appuyant sur le décret du 7 août 1914, le gouvernement militaire a adressé au 4^e conseil de guerre des ordres d'informers les agents, qui sont inculpés d'abandon de poste, et de les faire démissionner.

Il s'agit, on le devine, de gardiens professionnels ; pour les auxiliaires, la question ne se pose pas.

C'est le capitaine Sarrus, du 4^e conseil de guerre, qui procède aux informations.

NOUVELLES BRÈVES

— Tirages financiers d'hier. — Sont remboursés par 250,000 fr. le n° 1.534.013 Foncières et Communales 1917 ; et 100,000 fr. le n° 237.085 (remboursement de Paris 1876).

— Le général Berthelot, chef de la mission militaire française en Roumanie, et le général Putey sont arrivés hier à Paris avec leur état-major, venant de Bucarest par train spécial.

— M. Loucheur a présidé, hier soir, le dîner offert par l'Association économique de la mission militaire française en Roumanie, et le général Putey, venant de Bucarest par train spécial.

TOUTOUNE ET SON AMOUR

ROMAN INÉDIT

par M^{me} LUCIE DELARUE-MARDRUS

ENCORE DU NOUVEAU

— Au retour de la gare, secouée

UNE FÊTE FRANCO-ESPAGNOLE
AU PETIT-PALAIS

Yi y eut, hier après-midi, une fête charmante dans le cadre délicieux du Petit-Palais, où triomphait l'art de Goya.

La municipalité de Paris offrait un thé aux organisateurs de l'Exposition que préside l'œuvre de ce chanteur de la couleur, et un grand nombre de membres de la colonie espagnole et de la société parisienne étaient parmi les invités.

Remarqué notamment :
Mme Poincaré, S. Exe. M. Quinones de Leon, ambassadeur d'Espagne ; Mme Pichon et le ministre des Affaires étrangères ; princesse Anne de Galitzine, Mme Klotz et le ministre des Finances ; S. Exe. M. Bonin-Langre, ambassadeur d'Italie ; MM. Leygues, ministre de la Marine ; Pams, ministre de l'Intérieur ; Lafferre, ministre de l'Instruction publique ; S. Exe. M. Vesnitch, ministre de Serbie ; Mme Chassaigne-Goyon et le président du Conseil municipal ; le général Berdoulat, gouverneur militaire de Paris ; M. Antrand, préfet de la Seine, et M. Raux, préfet de police.

Parmi les personnalités espagnoles : Marquise de Villa-Urria, comtesse de Molina, marquise S. Carlos de Pedrosa, Mme Huertas, Mlle Diaz, Mme Albarran, D^{re} Carrasco, D^{re} Gomez-Ocaña, MM. Torres Quevedo, Gonzalez Bilbao, Vasquez Diaz, le statuaire Jose Clara et un grand nombre de membres du monde artistique et littéraire.

Avec la paix, le chapeau haut de forme nous est revenu, et il fut hier à ce point nombreux qu'on le remarquait à peine.

Un concert d'instruments à cordes fut donné dans le jardin, près des bassins à bord-

UNE de mes amies cherchait une cuisinière. C'est, en ce moment, la préoccupation d'un grand nombre de « bourgeois ». Une postulante s'est présentée à elle, ces jours-ci. Elle a posé ses conditions, avec politesse et fermeté. Les gages qu'elle demandait (et qui lui ont été, du reste, promis) représentent à peu près le double du prix qui était en usage, il y a cinq ans, dans les ménages de moyenne condition. Mais la cuisinière réclamait autre chose, à quoi elle semblait tenir plus encore qu'à l'augmentation de ses gages : à savoir (j'ai noté cela, exactement) : 1° Le droit de loger hors de la maison ; 2° Pas de frigo ; 3° Une soirée de cinéma par semaine.

La liberté du domicile est aujourd'hui réclamée par un assez grand nombre de domestiques ; mais « pas de frigo » est une condition nouvelle, et que je ne connaissais pas. Elle est tout à fait originale, et instructive : elle nous montre de quelle déconsidération, dans une partie de la classe ouvrière, la viande frigorifiée est l'objet. Pourquoi ? On n'en sait rien. En Angleterre, cette sorte de viande est couramment consommée partout. Elle l'est, chez nous, dans un grand nombre de restaurants dont les prix sont loin d'être accessibles aux petites bourses ; et je connais des ménages qui ont la prétention de fort bien se nourrir, et où l'on considère qu'un morceau de bœuf frigorifié, en « pot-au-feu », est un mets succulent.

Mon amie ne s'est pas permis de discuter. Et il a été convenu que, chaque fois qu'il lui plaira de consommer de la viande, la cuisinière aura le droit de déjeuner ou dîner, de son côté, d'un morceau de viande fraîche.

Elle a, de même, accordé le « droit au cinéma » une fois par semaine. Elle était prête à tout accorder ! Et puis, n'est-ce pas notre propre intérêt d'entretenir chez ceux qui nous servent le goût des émotions saines et de la bonne humeur ?

Eh ! sans doute, je suis toute prête à reconnaître que de telles concessions, de la part d'une maîtresse de maison, sont des actes de justice... ou de prudence, tout au moins. Mais, c'est égal, je pense à ce que sera devenue la vie domestique dans une quarantaine d'années...

SONIA.

Nos bureaux de poste

Après quatre ans de guerre, on songe à améliorer le bureau de poste de la rue Poissonnière, dont l'architecture lourde et vulgaire rappelle le style de Munich.

On va s'occuper de compléter le bureau en installant les services dans des salles qu'on construira à la place des lamentables hangars en planches qui, depuis 1915, servent au triage de la correspondance militaire.

On utilisera ainsi une partie de l'ancien Conservatoire, qui fut, autrefois, les « Menus Plaisirs du Roy », sorte de garde-ménage où on emmagasinait le matériel des fêtes de la Cour. C'est là que s'installa l'Opéra en 1781, après l'incendie de la salle du Palais-Royal ; il n'y resta que deux mois et demi et alla se fixer dans la salle de la Porte-Saint-Martin, que l'architecte Lenoir parvint à édifier en trois mois. Tour de force qui n'a jamais été dépassé.

Le chant du coucou

Un des excellents lecteurs d'*Excelsior* veut bien nous fournir quelques précisions sur le chant du coucou, dont nous parlions l'autre jour :

« Pécheur à la ligne endurci, nous écrit-il, j'ai souvent, très souvent même, entendu ces deux notes lorsque je me livre à ma distraction favorite dans l'aisne, au milieu de notre pauvre forêt d'Argonne, et je vous assure que le coucou ne chante pas en mineur, mais bien en majeur. Il y a deux tons entre le mi et le do, et jamais, pas une seule fois, je n'ai entendu un mi bémol.

« D'ailleurs, laissez-moi vous faire remarquer que, dans sa Symphonie pastorale, Beethoven a noté mi bémol do.

« Je crois que l'opinion de l'illustre compositeur vous convaincra mieux que ma seule attestation. »

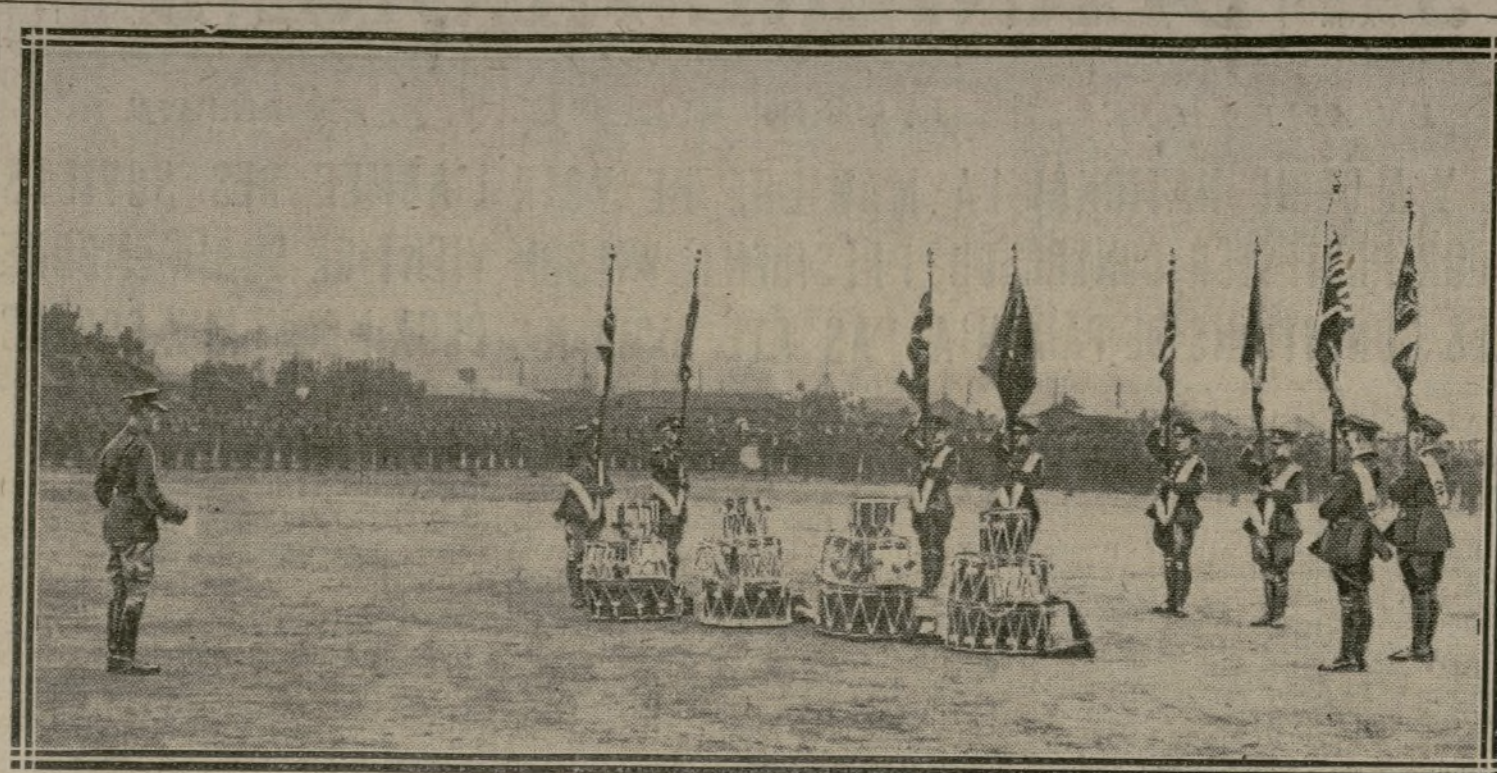
Donc, il est bien avéré que le coucou chante, non en mineur, mais en majeur.

La note à payer

On présente enfin aux Allemands la note à payer ! Ayons la bonté de leur signaler un procédé qui, selon Brillaud-Savarin, nous aida puissamment en 1815 à délivrer de l'ennemi, par un paiement rapide des indemnités de guerre, le sol de la France...

Notre dette envers l'Allemagne s'élève à la somme, alors considérable, de quinze cents millions. On pouvait, on devait même craindre — dit Brillaud-Savarin dans sa *Physiologie du goût* — que des paiements aussi considérables, et en numéraire, n'amenassent la gêne dans le Trésor et la dépréciation de toutes les valeurs fictives. L'événement démentit ces terreurs... « On se jeta vers les emprunts, le crédit augmenta et le cours du change fut en notre faveur. »

La divinité qui opéra ce miracle, ce fut



LE PRINCE DE GALLES PRÉSENTE LES « COULEURS » A TROIS BATAILLONS CANADIENS AU CAMP DE WITLEY

La guerre n'a rien fait perdre de son traditionalisme à l'Angleterre. On sait quel soin apportent nos amis britanniques à tout ce qui touche à la représentation extérieure. On retrouve ce souci des vieilles coutumes et de l'apparat vestimentaire aussi bien dans le prétoire qu'au Parlement ou dans la rue, lorsque s'y dérou-

lent des cortèges historiques. La « présentation des couleurs » aux régiments était particulièrement pittoresque avant 1914.

Rien n'est changé aujourd'hui, rien, sinon que le costume kaki et la casquette plate ont remplacé les bleus, les jaunes, les rouges éclatants, les ors scintillants et les bonnets à poil monumentaux.

Et puis, ce n'est pas encore la saison des pommes... J'ai donc sifflé. A quoi, pensant que je l'applaudissais à l'américaine, le grossier chanteur m'a répondu en me faisant de l'œil un petit signe aimable ; et pour me remercier, sans doute, il est, par surcroît, revenu chanter devant le rideau baissé une nouvelle chanson plus malpropre encore et plus bête que les autres... Les délicats sont malheureux. — EMILE HENRIOT.

Les reines tragiques

Quand l'ex-impératrice douairière Marie de Russie aura débarqué en Angleterre, les îles-Britanniques seront le lieu d'asile de trois des souveraines les plus infortunées qui furent jamais. L'impératrice Eugénie perdit, au milieu d'événements tragiques, un trône, un époux, un fils unique. La reine Amélie de Portugal vit assassiner, en un même jour, son mari et son fils aîné, avant que son fils Manuel fut chassé du trône et qu'elle le suivit en exil. Mais la destinée la plus effrayante est sans contredit celle de l'impératrice Marie de Russie, nouvelle Niobe, qui pleure une famille entière : fils, petit-fils et petites-filles, tués par la révolution. Les tragiques grecs ont-ils rien imaginé de plus terrible ?

Histoires de jupes

Les gens qui se mêlent de faire la mode laissent courir une petite rumeur qui peut sembler inquiétante : on reviendrait à la jupe longue ! La princesse Bibesco portait, à son mariage, une robe tombant jusqu'à terre. Voilà ce qu'on dit à Londres.

A Paris, c'est encore pis ! La jupe sera non seulement longue, mais encore ample à souhait. Et qui fait-on de la crise des tissus ? Du prix scandaleux auquel revient le moindre falbalas ? Comment s'en tirent les femmes qui, par malheur, joignent à un revenu modeste un souci d'élégance ? Car, si l'on peut, à la rigueur, d'une jupe large et longue, faire un de ces trotteurs raccourcis dont nous raffolons, la rétroproque est bien difficile. Ceci fera riche encore telle jeune artiste, plus riche d'ingéniosité que d'argent, et qui, l'autre jour, s'écriait : « Il me faudrait un joli jupon. Où le prendrai-je ? Je suis déjà arrivée à tirer d'un jupon de trois mètres un élégant chapeau, mais jamais d'un chapeau je n'ai pu faire un jupon ! »

Les Hussards de la Mort

Les journaux d'outre-Rhin annoncent que la République allemande vient de supprimer le régiment des hussards de Danzig, dont le kornprinz était colonel. On sait que l'uniforme était noir, et que les insignes étaient des têtes de mort en drap blanc.

Cette originalité venait de ce que Frédéric II, qui forma le premier régiment et qui poussait l'économie jusqu'à l'avarice, utilisait, pour habiller les hussards, les draperies mortuaires qui avaient servi aux obsèques de son père.

La mode et l'immortalité

Comme l'actualité, l'immortalité a ses caprices. Ceux qui suivent les intronisations littéraires dans la chapelle du bout du pont des Arts, alias les Réceptions académiques, ont remarqué que les derniers venus parmi les illustres avaient fait subir quelques modifications à l'uniforme des Quarante. A l'heure présente, il y a trois sortes de li-

vrées immortelles : 1° la classique, l'austère ; 2° la demi-fantaisie ; 3° la fantaisie.

L'uniforme, dans toute son intégrité et sa sévérité, est encore porté par M. Frédéric Masson. Il se distingue par la large écharpe du devant, laissant voir le gilet de drap persillé de broderies vertes. A ce gilet, assez désuet, assez malencontreux, les demi-fantaisistes (MM. Capus, Prévost, Ragnier, etc., etc.) ont substitué le gilet blanc de soirée. C'est un substitut qui a peu l'aspect du glorieux uniforme.

Mais les Eliaques de la gloire, les derniers venus, sont allés plus loin dans la voie des innovations sacrilèges : plus de gilet, blanc ou vert. A vrai dire, il subsiste peut-être, mais on ne le voit plus, car l'habit épouse étroitement les formes, dessine la taille, recouvre le linge du col et la cravate, à la manière des uniformes des polytechniciens. La nouvelle mode est assez séante, mais on se demande si les innovateurs en domineront la. Un uniforme que chaque nouvel Immortel peut modifier à sa fantaisie, est-ce un uniforme ? Au surplus, celui qu'arboraient jusqu'ici les Quarante n'est point tout à fait tel que l'avait dessiné le décret du premier conseil. En ces jours-là, il comportait la culotte courte, avec le bas de soie bien tiré et les souliers à boucles... dommage que la culotte se soit allongée en pantalon à l'anglaise ! Il y a certainement, sous la Coupole, des Immortels qui, à défaut d'autres primautés, soutiendraient victorieusement la réputation de ce collet français que toute l'Europe nous enviait. Et, si l'on n'est pas bien assuré que M. Barrès ou M. Ribot gagneraient beaucoup à montrer le galbe de leurs jambes, il est étonnant que M. Richemont y trouve encore l'occasion d'une nouvelle victoire.

Le meilleur pronostic

Est celui que l'on porte en affirmant que les élégantes du pesage seront chaussées des fantaisies chics de Lorette, 3, rue N.-D.-de-Lorette, le créateur de la mode.

La danse embaumée

De même que la tiédeur du manchon ou des appartements permet au parfum de la fleur de se dégager toute, la femme, vaporisée aux « Rôses d'Orsay » ou à la « Fleur de France », répand autour d'elle, à l'heure du fox trot ou du one step, toute l'intensité de son grisé parfum. Et, à cette époque de renouveau, ce n'est pas toujours le soleil qui trouble les cervelles.

La mode

La récente réouverture des champs de courses nous a permis d'apprécier la différence entre l'élégance d'avant-guerre et l'élégance d'aujourd'hui. Alors que jadis (il y a cinq ans), le vêtement masculin affectait une ligne sévère et rigide, il est aujourd'hui tout à la souplesse et au confort. Rien de plus remarquable dans cet ordre d'idées que les souples et pratiques pardessus en gabardine de Pestour, 15, rue Gaumartin, dont de nombreux spécimens ont été vus sur le turf ces jours derniers.

LE PORT DES ARTS

M. Poincaré visitera officiellement, demain lundi, au musée du Louvre, les pastels de La Tour restitues par les Allemands et qui reproduisent leur place au musée de Saint-Quentin des que celui-ci sera remis en état.

Un comité composé des plus hautes personnalités françaises et des pays alliés, parmi lesquelles on remarque la présence de M. Raymond Poincaré, président de la République, vient de constituer en vue d'organiser un monument au grand poète belge Emile Verhaeren. De grandes manifestations littéraires sont annoncées pour la réalisation de cette œuvre. Les souscriptions sont reçues par M. Paul Gavarni, directeur de l'Odéon, et M. Eugène Figuière, à la place de l'Odéon.

M. J.-H. Rosny aîné va publier prochainement un volume intitulé *Dans les Roisirs*. On annonce également la parution très prochaine d'un ouvrage de Jean Finot : *Prologues de la vie*.

Le premier numéro du *Mémoire Blanc* a paru hier. Parmi les collaborateurs d'avant-guerre et de l'après-guerre, on trouve : M. Merle, directeur en chef, Laurent Tailhade, H.-P. Gassier et Lucien Laforgue.

Dans le *Correspondant* : « Le nouvel état militaire de la France » le recrutement, par Alfred Pouzet ; « François de Curel », par Alfred Pouzet ; « La Question syrienne », par Robert Perret ; « Un foyer du ciel », par H. de Nussanne.

Le chevalier de Stuers, qui vient de mourir, a légué au cabinet des médailles de la Bibliothèque nationale un des joyaux les plus précieux de sa collection : le médaillon en bronze du chevalier de Birague, par Germain Pilon, pièce unique que plusieurs musées convoitaient.

LE VEILLEUR.

LA CURIOSITÉ

Vente de tapisseries anciennes et de sièges anciens. — M. Lait-Dubouche, assisté de MM. Paulme et Lasquin, dispersera, le jeudi 15 mai, à 3 heures, à la Galerie Georges Petit, une fort jolie réunion de tapisseries anciennes des fabriques d'Arras, Aubusson, Bruxelles, Flandres, etc., des seizième, dix-septième et dix-huitième siècles.

Cette vente comprend encore une belle tenture en ancienne tapisserie fine d'Aubusson du temps de Louis XV, d'après J. Pillement, représentant sept petits panneaux différents, enfin une série de sièges couverts en ancienne tapisserie au point.

Tout cet ensemble sera exposé à la Galerie Petit, la veille de la vente, c'est-à-dire mercredi 14 mai, de 2 à 6 heures, et le jour même de la vente, le jeudi 15 mai, par conséquent, de 9 h. à midi.

Galerie Petit. — Exposition publique. Collection H. Michel-Lévy. Tableaux anciens, aquarelles, pastels et dessins anciens, sculptures (M. Lait-Dubouche et Paulme, MM. Féral et Paulme).

OPÉRA-COMIQUE

Reprise de *Pelléas et Mélisande*

Voilà seize ans à peine que, devant une salle rebelle, presque irritée, avait lieu la première représentation de *Pelléas et Mélisande*. On se regardait, inquiet. Qu'étaient que cette musique-là ? L'auteur se demandait-il des gens ? Ou bien, s'il était sincère (le public attache une grande importance à la « sincérité » des auteurs), était-ce une raison pour que M. Albert Carré accueillît cette éducation fumeuse, monotone et discordante ? Les débussistes, revanche, exultaient, proclamaient l'avènement de la vraie musique théâtrale, affirmant que la forme définitive de l'opéra était créée.

Oui, seize ans à peine. Et voilà pourtant que *Pelléas* (on dit *Pelléas* tout court, comme on dit *Roméo*) fait partie du répertoire, c'est-à-dire de ce fond solide et sûr où un directeur peut toujours puiser sans que nul y trouve à redire. Les mêmes personnes qui, naguère, parlaient de « familiarité » sont à ce point familières avec *Pelléas*, qu'elles vous en citent à tout moment des passages, de l'air entendu d'un initié qui ne met pas en doute votre propre initiation. Parmi les débussistes, ayons en est qui trouvent que *Pelléas* a daté, déjà un peu ; et les dilettantes, ayons-les, depuis longtemps examinés, identifiés, adoptés, étiquetés les innovations de Debussy, qui jettent leur monnaie, dans l'attente de quelque chose de nouveau à découvrir, puis à enterrer.

Enfin, les gens raisonnables continuent

M^{lle} MARG. CARRÉ (Mélisande) M. FRANCEL (Pelléas)

(Phot. Nadar et H. Mannes)

de voir dans *Pelléas* une œuvre puissamment originale, habile, poétique, attachante jusqu'en ses puérilités, souvent émouvante et dont l'accent et la physionomie sont si particuliers qu'un musicien ne saurait sans inspirer sans tomber dans le plagiat — son pour l'autre. *Pelléas* ne marque ni même un point de départ dans la musique dramatique, *Pelléas*, c'est Debussy et c'est n'est personne d'autre ; c'est sa vision spéciale des choses, c'est sa façon d'éprouver la féerie orchestrale de *Pelléas* ne conviendrait à aucun autre ouvrage ; la prosodie de *Pelléas*, dont on a tant vanté la justesse, reproduit la prononciation de Debussy lui-même, ce débit égal, bref, comme estompé, dont se souviennent tous ceux qui eurent l'occasion d'approcher le grand musicien.

La reprise hier a été saluée par des acclamations. Mme Marguerite Carré fait ressortir à merveille, dans son interprétation, le caractère innocent, irresponsable de *Mélisande* et sa douceur. M. Francel, jeune, chaleureux ; je lui reprocherai peut-être des inflexions parfois trop chantantes dans les passages de pure diction. M. Alberts est remarquable dans le rôle de Golaud ; il déclare de façon saisissante l'admirable scène du souterrain. M. Vieuille a retrouvé, sous la barbe chenue du vieil roi, ses beaux accents profonds et tendres. Mme Brohly, belle et digne, et Mme Bernard, qui fait l'indolente Ingrid, sont également fort bien. On a fait une ovation à M. André Messager, qui dirigeait l'orchestre avec la même maîtrise délicate qu'il y a seize ans.

Reynaldo HAHN.

Les French Homes. — La représentation organisée par les mères françaises au Trocadéro au profit de l'œuvre des French Homes, a eu, hier, au Trocadéro, un succès éclatant. Dans la *Suite de Danses*, on a applaudi tout le corps de ballet de l'Opéra, La Comédie-Française, avec MM. Bernier, Grandval, Numa, Lafon, Rocher, Mmes Pacher et Nizand, donnaient l'*Attila* qui, on parle, M. Sacha Guitry et Mlle Yvonne Printemps ont joué à l'avance une scène vers. Enfin, Mme Sarah Bernhardt jouait *Triomphe*, le poème dramatique en vers de M. Fernand Gregh qui fut acclamé à l'Opéra. La grande tragédienne y est splendide d'attitude, de puissance et d'émotion. Elle était magnifiquement entourée par Mmes Delvaux et Roch, du Théâtre-Français, et Mlle Christiane Marchesi, qu'une longue maladie avait éloignée du théâtre, et qui y a fait une brillante rentrée en faisant valoir son jeu pathétique et sa belle voix.

Dans la loge présidentielle, Mme Poincaré, accompagnée de Mme Wilson et de Mrs H. C. Wallack, femme de S. Exe. l'ambassadeur des Etats-Unis en France.

Reconnu en outre : marquise de Ganay, princesse A. de Faucigny-Lucinge, comtesse Albert de Mun, duchesse de Montmorency, comtesse de Saint-Aldgonde, Mme Vesnitch, Mme Hottinguer, Mme R. Wood-Bliss, comtesse du Bourg de Bozas, marquise de La Ferrière, marquise de M. de Mun, princesse de La Tour d'Auvergne, princesse de Polignac, marquise de Montiers, comtesse H. de Boisselin, comtesse Orlovski, Mme Ed. Dollfus, Mme H. Harjes, Mme H. Hottinguer, Mlle Edouard, Mme Ruthven-Rutherford-Stuyvesant, Mme Ridgway, Mme de Noutize, Mme G. Verdé, Delisle, Mme F. Allen, etc., etc.

PETITES NOUVELLES

— M. Brulé est rentré à Paris, venant de la Côte d'Azur, où il s'est reposé au retour de sa tournée d'Amérique.

Les enfants en ont un peu

Lait condensé

NESTLÉ

Farine Lactée

Bientôt... ils en auront beaucoup

UN CONNAISSEUR

Dessin inédit par A. Guillaume.



— Eh bien, ce marchand de tableaux... qu'est-ce qu'il a dit de tes paysages ?
— Il dit... « qu'il achèterait bien notre petit tapis turc... »

Ayuntamiento de Madrid

Une exposition de soldes

A LA PLACE Clichy

Les Grands Magasins « A la Place Clichy » procèdent, lundi 12 mai, à leur mise en vente annuelle des soldes des Nouveautés d'Été. Les Articles de Toilette, Modes, Tissus, Bonneterie, Lingerie, Chaussures, etc., seront offerts à des prix incomparables de bon marché. Visiter leur exposition de Tapis, Ameublements, Meubles et Bâtiements anciens, Tapisseries.

UN PROBLÈME RÉSOLU

Les démoillistes ont intérêt à demander le paiement immédiat de leur prime de démobilisation en Bons de la Défense nationale à un an, puisque « Le Bon Génie », 6 et 8, rue de la Douane, à Paris, les leur rembourse sans déduction d'intérêts, moitié en espèces, moitié en marchandises. Notice et Catalogues Nouveautés et Ameublement franco.

BRIDES-LES-BAINS

SAVOIE

NOUVELLES AMÉLIORATIONS

OUVERTURE : 15 MAI

TRAINS DIRECTS DE PARIS

EN EXCURSION

ET EN VOYAGE !!!

Emportez un

APPAREIL PHOTO

N'oubliez pas que

PHOTO-PLAQUE

37 et 39, Rue Lafayette, PARIS-OPÉRA
Vend les Meilleurs - Cat. gr. sur dem.

POUR LES OLYMPIADES AMÉRICAINES

Les éliminatoires parisiennes du fleuret

Les éliminatoires parisiennes du fleuret pour les Olympiades américaines ont eu lieu, avec un très grand succès, à la salle Rouleau, et devant une assistance comme nous n'en avions pas encore vu depuis la guerre.

Reconnu au hasard dans l'assistance : le maître Prévoist, René Lacroix, capitaine Gahuzac, baron de Schonen, commandant Allain, capitaine Margraff, Trapani, Adolphe Rouleau et son frère Georges, Brisson, Beauvois-Devaux, Pion, Bourgain, Genest, de Langel, lieutenant Geraud, d'Ariste, Haussy, Vener, de Caigny, Mayler, Marx, Rostini, Pion, Perrier, Bonnet, Souverain, les maîtres Bourdon, Jeanvoix, Baudat, Jeanty, Bouché, Filiol de Stockholm, Prang, Fritel, Mme Gardère, l'escrimeur bien connu, et M. Joë Bridge, commissaire général de la Fédération aux Olympiades, qui avait organisé l'épreuve.

Neuf tireurs et un remplaçant ont été conservés après trois poules très disputées qui donneront les résultats suivants :

1^{re} poule. — 1. Spinosi, professeur; 2. Thomas, professeur; 3. Marquis de Créquimontfort (amateur).

2^{de} poule. — 1. Dodivers, professeur; 2. Andrieux, professeur; 3. Ristoph, professeur.

3^{de} poule. — 1. Piquemal, professeur; 2. H. Laurent, professeur; 3. Hazotte, professeur.

Le remplaçant est le maître d'armes Pion, du 101^{er} de Dreux.

Tous ces tireurs rencontreront, le 17, à 2 heures de l'après-midi, au Cercle Hoche, les tireurs délégués par nos 14 Fédérations nationales.

Régretions toujours le forfait de notre grand champion Lucien Gaudin, qui était cependant en pleine forme, mais la maladie de l'un des siens l'empêchera de participer même aux Olympiades. Tous les escrimeurs souhaitent le prompt rétablissement de la femme de notre ami, pour le plaisir de le savoir bien portant d'abord, et ensuite pour voir nos couleurs défendues au Stade Pershing par le plus grand escrimeur que nous possédions. — Joë Bridge.

UN GRAND MATCH D'ASSOCIATION

Les Lions des Flandres à Paris

Aujourd'hui, à 3 heures, sur le terrain du Red-Star, rue de la Chapelle, à Saint-Ouen, aura lieu le match Ligue-Lions des Flandres, sorte de revanche d'une partie jouée en 1914, à Lille, et qui se termina par la victoire des Lions (3-0).

L'équipe de la Ligue s'annonce comme formidable; elle a eu raison, avec une facilité très grande, de celle de l'Union, au Tournoi inter-fédéral de Paques; d'autre part, les Lions ont perdu à la guerre plusieurs de leurs meilleurs équipiers : le match d'aujourd'hui aura-t-il un résultat inverse de celui de 1914 ? Les Lions des Flandres prétendent que non ; ils ont pour eux les Duby, Lesur, Crowlens, Hanot, Vandendyck, Paris, tandis que les Ligueurs mettent en ligne les Chayrigues, Mathien, Gambelin, Hugues, Darques, Bard, à côté d'autres excellents joueurs.

L'issue de la partie est incertaine; en tout cas, le match sera certainement très animé, très disputé, et l'on y verra de beau football-association.

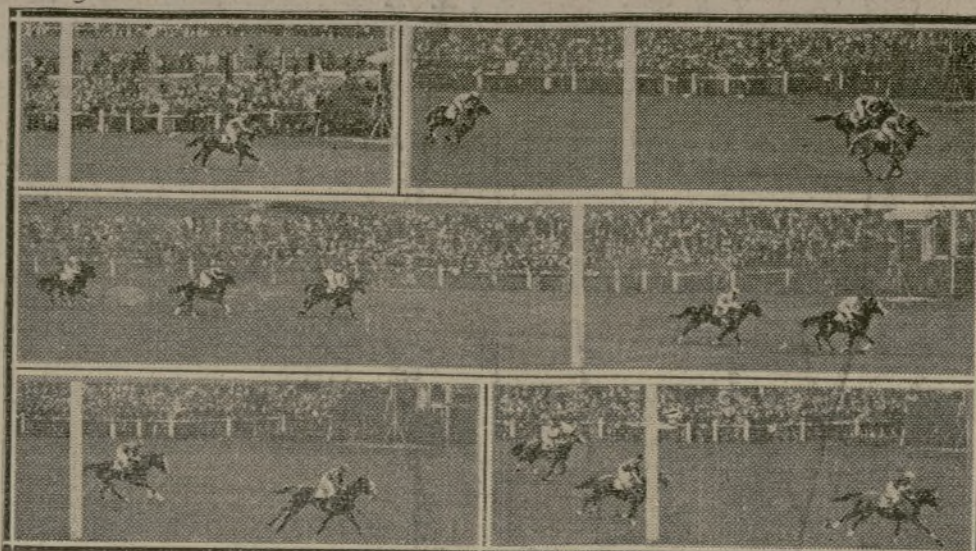
LA JOURNÉE SPORTIVE

Cyclisme. — A 10 h., à Belfort. — Départ de la dernière étape du Circuit cycliste Belfort-Strasbourg.

A 2 h., au Parc des Princes. — Internationale avec Spears-Corry, Dupuy-Seris, Ellegard-Beyl, etc.

LES COURSES

COURSES A AUTEUIL



De gauche à droite, en haut : Prix Trembleur. Nippy Fox arrive seul. — Prix Valmajour, 1. Tam Tam II, 2. Clafouti, 3. Patrocle. — Au milieu : Prix Du Guesclin, 1. Isoln, 2. Pin, 3. Albochristatus. — De gauche à droite, en bas : Prix d'Achères, 1. Albanais, 2. Elvira III, 3. Prix de Colombelles, 1. King's Cross, 2. Golden Fan, 3. Doué.

Aujourd'hui, à 2 h., Courses à Longchamp

PROPRIÉTAIRES CHEVAUX ÂGE Poids Montres probables

PRIX DE VILLENEUVE-L'ÉTANG

A réclamer. — 3,000 francs. — 2,000 mètres.

R. Sichel. Masque de Fer. 5. 58. E. Allem. E. Michel. Ambulance. 4. 58. Barbe E. Rothschild. Roi d'Achères. 4. 56. Mac Gee W. Vonderbilt. King Crow. 3. 55. O'Neill

PRIX DE PONTCHARTRAIN

4,000 fr. — 2,400 mètres.

G. Philippes. Sana. 4. 62. X. E. Knapen. Sparaxis. 4. 62. X. E. Knapen. Sparaxis. 4. 62. X. E. Knapen. Sparaxis. 4. 62. X.

PRIX DE VILLERON

5,000 francs. — 1,800 mètres.

G. Turbill. Nautraguer. 3. 58. F. Rovella A. Knapen. Almor. 3. 58. Garner E. Knapen. Almor. 3. 58. Garner

PRIX DE VILLERON

5,000 francs. — 1,800 mètres.

G. Turbill. Nautraguer. 3. 58. F. Rovella A. Knapen. Almor. 3. 58. Garner E. Knapen. Almor. 3. 58. Garner

PRIX DE VILLERON

5,000 francs. — 1,800 mètres.

G. Turbill. Nautraguer. 3. 58. F. Rovella A. Knapen. Almor. 3. 58. Garner E. Knapen. Almor. 3. 58. Garner

PRIX DE VILLERON

5,000 francs. — 1,800 mètres.

G. Turbill. Nautraguer. 3. 58. F. Rovella A. Knapen. Almor. 3. 58. Garner E. Knapen. Almor. 3. 58. Garner

PRIX DE VILLERON

5,000 francs. — 1,800 mètres.

G. Turbill. Nautraguer. 3. 58. F. Rovella A. Knapen. Almor. 3. 58. Garner E. Knapen. Almor. 3. 58. Garner

PRIX DE VILLERON

5,000 francs. — 1,800 mètres.

G. Turbill. Nautraguer. 3. 58. F. Rovella A. Knapen. Almor. 3. 58. Garner E. Knapen. Almor. 3. 58. Garner

PRIX DE VILLERON

5,000 francs. — 1,800 mètres.

G. Turbill. Nautraguer. 3. 58. F. Rovella A. Knapen. Almor. 3. 58. Garner E. Knapen. Almor. 3. 58. Garner

PRIX DE VILLERON

5,000 francs. — 1,800 mètres.

G. Turbill. Nautraguer. 3. 58. F. Rovella A. Knapen. Almor. 3. 58. Garner E. Knapen. Almor. 3. 58. Garner

PRIX DE VILLERON

5,000 francs. — 1,800 mètres.

G. Turbill. Nautraguer. 3. 58. F. Rovella A. Knapen. Almor. 3. 58. Garner E. Knapen. Almor. 3. 58. Garner

PRIX DE VILLERON

5,000 francs. — 1,800 mètres.

G. Turbill. Nautraguer. 3. 58. F. Rovella A. Knapen. Almor. 3. 58. Garner E. Knapen. Almor. 3. 58. Garner

PRIX DE VILLERON

5,000 francs. — 1,800 mètres.

G. Turbill. Nautraguer. 3. 58. F. Rovella A. Knapen. Almor. 3. 58. Garner E. Knapen. Almor. 3. 58. Garner

PRIX DE VILLERON

5,000 francs. — 1,800 mètres.

G. Turbill. Nautraguer. 3. 58. F. Rovella A. Knapen. Almor. 3. 58. Garner E. Knapen. Almor. 3. 58. Garner

PRIX DE VILLERON

5,000 francs. — 1,800 mètres.

G. Turbill. Nautraguer. 3. 58. F. Rovella A. Knapen. Almor. 3. 58. Garner E. Knapen. Almor. 3. 58. Garner

PRIX DE VILLERON

5,000 francs. — 1,800 mètres.

G. Turbill. Nautraguer. 3. 58. F. Rovella A. Knapen. Almor. 3. 58. Garner E. Knapen. Almor. 3. 58. Garner

PRIX DE VILLERON

5,000 francs. — 1,800 mètres.

G. Turbill. Nautraguer. 3. 58. F. Rovella A. Knapen. Almor. 3. 58. Garner E. Knapen. Almor. 3. 58. Garner

PRIX DE VILLERON

5,000 francs. — 1,800 mètres.

G. Turbill. Nautraguer. 3. 58. F. Rovella A. Knapen. Almor. 3. 58. Garner E. Knapen. Almor. 3. 58. Garner

PRIX DE VILLERON

5,000 francs. — 1,800 mètres.

G. Turbill. Nautraguer. 3. 58. F. Rovella A. Knapen. Almor. 3. 58. Garner E. Knapen. Almor. 3. 58. Garner

PRIX DE VILLERON

5,000 francs. — 1,800 mètres.

G. Turbill. Nautraguer. 3. 58. F. Rovella A. Knapen. Almor. 3. 58. Garner E. Knapen. Almor. 3. 58. Garner

PRIX DE VILLERON

5,000 francs. — 1,800 mètres.

G. Turbill. Nautraguer. 3. 58. F. Rovella A. Knapen. Almor. 3. 58. Garner E. Knapen. Almor. 3. 58. Garner

PRIX DE VILLERON

5,000 francs. — 1,800 mètres.

G. Turbill. Nautraguer. 3. 58. F. Rovella A. Knapen. Almor. 3. 58. Garner E. Knapen. Almor. 3. 58. Garner

PRIX DE VILLERON

5,000 francs. — 1,800 mètres.

G. Turbill. Nautraguer. 3. 58. F. Rovella A. Knapen. Almor. 3. 58. Garner E. Knapen. Almor. 3. 58. Garner

PRIX DE VILLERON

5,000 francs. — 1,800 mètres.

G. Turbill. Nautraguer. 3. 58. F. Rovella A. Knapen. Almor. 3. 58. Garner E. Knapen. Almor. 3. 58. Garner

POUR LE VOTE DES FEMMES

Les amendements à la proposition de la commission du suffrage universel.

Plusieurs amendements viennent d'être déposés à la proposition rapportée par la Commission du suffrage universel sur le vote des femmes.

M. Rouleau-Dugue demande l'admission des femmes et des enfants dans le corps électoral.

Il va de soi, d'ailleurs, qu'en ce qui concerne les mineurs le droit de suffrage n'impliquera pas l'exercice personnel de ce droit. Le mineur, incapable de prendre part au scrutin, sera représenté par le père de famille ou, à défaut, par le père, par la mère ou, à défaut des parents, par le tuteur.

Quant aux femmes, mariées ou non, elles exerceront leur droit de vote elles-mêmes.

M. Jules Delahaye propose d'admettre exceptionnellement à voter aux prochaines élections législatives :

1. Les veuves non remariées des soldats morts au champ d'honneur pour défendre les familles françaises et, à leur défaut, leurs mères, leurs sœurs, leurs filles, leurs neveux, leurs petits-enfants, les sœurs âgées de vingt et un ans des soldats morts ou disparus au cours de la guerre avant le 1^{er} janvier 1919.

2. Les veuves non remariées des citoyens français fusillés ou tués par l'ennemi au cours de la guerre et, à leur défaut, leurs mères, leurs sœurs, leurs filles, leurs neveux, leurs petits-enfants, les sœurs âgées de vingt et un ans des citoyens morts ou disparus au cours de la guerre avant le 1^{er} janvier 1919.

3. Les femmes condamnées à la prison ou à des travaux forcés pour des crimes ou délits de guerre, dans les mêmes conditions qu'au paragraphe précédent.

4. Les veuves non remariées des soldats morts au champ d'honneur pour défendre les familles françaises et, à leur défaut, leurs mères, leurs sœurs, leurs filles, leurs neveux, leurs petits-enfants, les sœurs âgées de vingt et un ans des soldats morts ou disparus au cours de la guerre avant le 1^{er} janvier 1919.

5. Les veuves non remariées des citoyens français fusillés ou tués par l'ennemi au cours de la guerre et, à leur défaut, leurs mères, leurs sœurs, leurs filles, leurs neveux, leurs petits-enfants, les sœurs âgées de vingt et un ans des citoyens morts ou disparus au cours de la guerre avant le 1^{er} janvier 1919.

6. Les femmes condamnées à la prison ou à des travaux forcés pour des crimes ou délits de guerre, dans les mêmes conditions qu'au paragraphe précédent.

7. Les veuves non remariées des soldats morts au champ d'honneur pour défendre les familles françaises et, à leur défaut, leurs mères, leurs sœurs, leurs filles, leurs neveux, leurs petits-enfants, les sœurs âgées de vingt et un ans des soldats morts ou disparus au cours de la guerre avant le 1^{er} janvier 1919.

8. Les veuves non remariées des citoyens français fusillés ou tués par l'ennemi au cours de la guerre et, à leur défaut, leurs mères, leurs sœurs, leurs filles, leurs neveux, leurs petits-enfants, les sœurs âgées de vingt et un ans des citoyens morts ou disparus au cours de la guerre avant le 1^{er} janvier 1919.

9. Les femmes condamnées à la prison ou à des travaux forcés pour des crimes ou délits de guerre, dans les mêmes conditions qu'au paragraphe précédent.

10. Les veuves non remariées des soldats morts au champ d'honneur pour défendre les familles françaises et, à leur défaut, leurs mères, leurs sœurs, leurs filles, leurs neveux, leurs petits-enfants, les sœurs âgées de vingt et un ans des soldats morts ou disparus au cours de la guerre avant le 1^{er} janvier 1919.

11. Les veuves non remariées des citoyens français fusillés ou tués par l'ennemi au cours de la guerre et, à leur défaut, leurs mères, leurs sœurs, leurs filles, leurs neveux, leurs petits-enfants, les sœurs âgées de vingt et un ans des citoyens morts ou disparus au cours de la guerre avant le 1^{er} janvier 1919.

12. Les femmes condamnées à la prison ou à des travaux forcés pour des crimes ou délits de guerre, dans les mêmes conditions qu'au paragraphe précédent.

13. Les veuves non remariées des soldats morts au champ d'honneur pour défendre les familles françaises et, à leur défaut, leurs mères, leurs sœurs, leurs filles, leurs neveux, leurs petits-enfants, les sœurs âgées de vingt et un ans des soldats morts ou disparus au cours de la guerre avant le 1^{er} janvier 1919.

14. Les veuves non remariées des citoyens français fusillés ou tués par l'ennemi au cours de la guerre et, à leur défaut, leurs mères, leurs sœurs, leurs filles, leurs neveux, leurs petits-enfants, les sœurs âgées de vingt et un ans des citoyens morts ou disparus au cours de la guerre avant le 1^{er} janvier 1919.

15. Les femmes condamnées à la prison ou à des travaux forcés pour des crimes ou délits de guerre, dans les mêmes conditions qu'au paragraphe précédent.

16. Les veuves non remariées des soldats morts au champ d'honneur pour défendre les familles françaises et, à leur défaut, leurs mères, leurs sœurs, leurs filles, leurs neveux, leurs petits-enfants, les sœurs âgées de vingt et un ans des soldats morts ou disparus au cours de la guerre avant le 1^{er} janvier 1919.

17. Les veuves non remariées des citoyens français fusillés ou tués par l'ennemi au cours de la guerre et, à leur défaut, leurs mères, leurs sœurs, leurs filles, leurs neveux, leurs petits-enfants, les sœurs âgées de vingt et un ans des citoyens morts ou disparus au cours de la guerre avant le 1^{er} janvier 1919.

18. Les femmes condamnées à la prison ou à des travaux forcés pour des crimes ou délits de guerre, dans les mêmes conditions qu'au paragraphe précédent.

19. Les veuves non remariées des soldats morts au champ d'honneur pour défendre les familles françaises et, à leur défaut, leurs mères, leurs sœurs, leurs filles, leurs neveux, leurs petits-enfants, les sœurs âgées de vingt et un ans des soldats morts ou disparus au cours de la guerre avant le 1^{er} janvier 1919.

20. Les veuves non remariées des citoyens français fusillés ou tués par l'ennemi au cours de la guerre et, à leur défaut, leurs mères, leurs sœurs, leurs filles, leurs neveux, leurs petits-enfants, les sœurs âgées de vingt et un ans des citoyens morts ou disparus au cours de la guerre avant le 1^{er} janvier 1919.

21. Les femmes condamnées à la prison ou à des travaux forcés pour des crimes ou délits de guerre, dans les mêmes conditions qu'au paragraphe précédent.

22. Les veuves non remariées des soldats morts au champ d'honneur pour défendre les familles françaises et, à leur défaut, leurs mères, leurs sœurs, leurs filles, leurs neveux, leurs petits-enfants, les sœurs âgées de vingt et un ans des soldats morts ou disparus au cours de la guerre avant le 1^{er} janvier 1919.

23. Les veuves non remariées des citoyens français fusillés ou tués par l'ennemi au cours de la guerre et, à leur défaut, leurs mères, leurs sœurs, leurs filles, leurs neveux, leurs petits-enfants, les sœurs âgées de vingt et un ans des citoyens morts ou disparus au cours de la guerre avant le 1^{er} janvier 1919.

24. Les femmes condamnées à la prison ou à des travaux forcés pour des crimes ou délits de guerre, dans les mêmes conditions qu'au paragraphe précédent.

25. Les veuves non remariées des soldats morts au champ d'honneur pour défendre les familles françaises et, à leur défaut, leurs mères, leurs sœurs, leurs filles, leurs neveux, leurs petits-enfants, les sœurs âgées de vingt et un ans des soldats morts ou disparus au cours de la guerre avant le 1^{er} janvier 1919.

26. Les veuves non remariées des citoyens français fusillés ou tués par l'ennemi au cours de la guerre et, à leur défaut, leurs mères, leurs sœurs, leurs filles, leurs neveux, leurs petits-enfants, les sœurs âgées de vingt et un ans des citoyens morts ou disparus au cours de la guerre avant le 1^{er} janvier 1919.

27. Les femmes condamnées à la prison ou à des travaux forcés pour des crimes ou délits de guerre, dans les mêmes conditions qu'au paragraphe précédent.

28. Les veuves non remariées des soldats morts au champ d'honneur pour défendre les familles françaises et, à leur défaut, leurs mères, leurs sœurs, leurs filles, leurs neveux, leurs petits-enfants, les sœurs âgées de vingt et un ans des soldats morts ou disparus au cours de la guerre avant le 1^{er} janvier 1919.

29. Les veuves non remariées des citoyens français fusillés ou tués par l'ennemi au cours de la guerre et, à leur défaut, leurs mères, leurs sœurs, leurs filles, leurs neveux, leurs petits-enfants, les sœurs âgées de vingt et un ans des citoyens morts ou disparus au cours de la guerre avant le 1^{er} janvier 1919.

30. Les femmes condamnées à la prison ou à des travaux forcés pour des crimes ou délits de guerre, dans les mêmes conditions qu'au paragraphe précédent.

31. Les veuves non remariées des soldats morts au champ d'honneur pour défendre les familles françaises et, à leur défaut, leurs mères, leurs sœurs, leurs filles, leurs neveux, leurs petits-enfants, les sœurs âgées de vingt et un ans des soldats morts ou disparus au cours de la guerre avant le 1^{er} janvier 1919.

32. Les veuves non remariées des citoyens français fusillés ou tués par l'ennemi au cours de la guerre et, à leur défaut, leurs mères, leurs sœurs, leurs filles, leurs neveux, leurs petits-enfants, les sœurs âgées de vingt et un ans des citoyens morts ou disparus au cours de la guerre avant le 1^{er} janvier 1919.

33. Les femmes condamnées à la prison ou à des travaux forcés pour des crimes ou délits de guerre, dans les mêmes conditions qu'au paragraphe précédent.

34. Les veuves non remariées des soldats morts au champ d'honneur pour défendre les familles françaises et, à leur défaut, leurs mères, leurs sœurs, leurs filles, leurs neveux, leurs petits-enfants, les sœurs âgées de vingt et un ans des soldats morts ou disparus au cours de la guerre avant le 1^{er} janvier 1919.

35. Les veuves non remariées des citoyens français fusillés ou tués par l'ennemi au cours de la guerre et, à leur défaut, leurs mères, leurs sœurs, leurs filles, leurs neveux, leurs petits-enfants, les sœurs âgées de vingt et un ans des citoyens morts ou disparus au cours de la guerre avant le 1^{er} janvier 1919.

36. Les femmes condamnées à la prison ou à des travaux forcés pour des crimes ou délits de guerre, dans les mêmes conditions qu'au paragraphe précédent.

37. Les veuves non remariées des soldats morts au champ d'honneur pour défendre les familles françaises et, à leur défaut, leurs mères, leurs sœurs, leurs filles, leurs neveux, leurs petits-enfants, les sœurs âgées de vingt et un ans des soldats morts ou disparus au cours de la guerre avant le 1^{er} janvier 1919.

38. Les veuves non remariées des citoyens français fusillés ou tués par l'ennemi au cours de la guerre et, à leur défaut, leurs mères, leurs sœurs, leurs filles, leurs neveux, leurs petits-enfants, les sœurs âgées de vingt et un ans des citoyens morts ou disparus au cours de la guerre avant le 1^{er} janvier 1919.

39. Les femmes condamnées à la prison ou à des travaux forcés pour des crimes ou délits de guerre, dans les mêmes conditions qu'au paragraphe précédent.

40. Les veuves non remariées des soldats morts au champ d'honneur pour défendre les familles françaises et, à leur défaut, leurs mères, leurs sœurs, leurs filles, leurs neveux, leurs petits-enfants, les sœurs âgées de vingt et un ans des soldats morts ou disparus au cours de la guerre avant le 1^{er} janvier 1919.

A LA FOIRE DE PARIS

VISITE MINISTÉRIELLE

La Foire de Paris a été prolongée jusqu'au 15 mai. Chaque jour une foule nombreuse se presse autour des différents stands, et le succès de cette manifestation de l'industrie et du commerce français dépasse toutes les prévisions.

Il est de mon devoir de signaler un nouveau produit dont la réputation sera bientôt universelle.

LE CAMOT-SEL

Pharmacie Normale, 19, rue Drouot, Paris à base d'extrait total de cresson et de peroxyde de calcium et de magnésium est réellement le remède souverain contre tous les maux d'estomac et les intoxications tabagiques. Rien ne peut se comparer à cet admirable produit.

Tout le monde connaît les propriétés du cresson, mais il fallait les travaux d'un grand chimiste pour arriver à en extraire

les sels spéciaux en y adjoignant les influences merveilleuses des peroxydes. Plus de dyspepsies, plus de dilatations

UNE CUILLERÉE À CAFÉ de CAMOTSEL ÉGALÉ 1 LITRE D'OXYGÈNE PUR DE CRESSON ET

d'estomac, ni de bouches amères et de têtes lourdes. Les fumeurs peuvent se livrer à leur passion, l'intoxication tabagique est annihilée. Une cuillerée à café de CAMOTSEL représente la valeur d'une assiette de cresson et d'un litre d'oxygène pur. Il est en vente à PHARMACIE NORMALE, 19, rue Drouot, Paris, et dans toutes pharmacies. Prix : 6 francs (impôt compris). Joindre 50 centimes pour envoi.

Je ne saurais trop insister pour faire connaître aux lecteurs la fameuse

MARMITE NORVÉGIENNE ÉLECTRIQUE M. G. GOISOT

Le point faible des norvégiennes ordinaires est l'abaissement inévitable de la température. Bien des essais ont été faits de chauffage continu, même par l'électricité, mais il fallait trouver le moyen d'entretenir la température au voisinage de l'ébullition et obtenir ainsi les meilleures conditions de cuisson. C'est ce qu'a trouvé M. G. GOISOT par l'adaptation d'un système qui compense, et dont la dépense arrive à peine à 1 ou 2 centimes par heure.

La Marmite Norvégienne G. GOISOT permet de conserver aux aliments toute leur saveur.

Je ne saurais trop insister pour faire connaître aux lecteurs la fameuse

Nombres sont les sportsmen qui se rendent aux Tuileries, au Stand du constructeur français

M. F. LAITER 22, quai de Billancourt, à Billancourt (Seine)

qui, d'ailleurs, été vivement félicité par le Président de la République, et qui expose les patins à roulettes de sa fabrication. Le

patin à roulettes F. LAITER donnera satisfaction aux plus difficiles. Toutes les pièces sont en acier découpé, la semelle, par sa forme d'embouillage, est rendue très résistante et très légère; la gomme est réglée par un dispositif très simple et très ingénieux. Le roulement est à double rangée de billes isolées par un système breveté. L'ensemble du patin est très élégant.

ATELIERS H. C. DES LOGES C'est un enchantement pour les grands et les petits qu'une visite au pavillon des jouets en bois brevetés que nous offrons les ateliers H. C. des Loges. C'est une vraie renaissance de l'art du jouet, ce sont des jouets donnant toute satisfaction au plus difficile de nos bambins. Collection amusante d'automatons sur roues, délicieuses maisons de poupées et leur mobilier et soignée. Surtout, tout est pratique et solide. Surtout, oblige. Médaille d'argent 1916, médaille d'or Paris 1917 et 1918, grand-prix du jouet

hausse formidable de tous les articles d'ameublement. Les Etablissements SADON ont rendu un réel service au public en présentant leur fabrication simple, soignée et solide.

Je tiens à signaler le lit démontable, tout en chêne massif, soigneusement assemblé, fabriqué en grandes séries avec des bois choisis.

Le sommier est constitué par 7 ou 11 lames de hêtre courbées formant ressort, et lées entre elles par des entretoises boudonnées et articulées. La solidité est ga-

Je peux dire, sans crainte d'être démenti, qu'un des plus grands succès de la Foire de Paris a été dans la présentation des meubles des

CAPES ET PETITES ROBES
